



**République Tunisienne**

Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Appui à l'Investissement  
Institut Tunisien de la Compétitivité et des Etudes Quantitatives

# Enquête annuelle sur le climat des affaires et la compétitivité 2019

Synthèse des principaux résultats  
sur le climat des affaires

Tél : (+216) 71 802 044  
Fax : (+216) 71 787 034  
E-mail : [contact@itceq.tn](mailto:contact@itceq.tn)  
27, rue du Liban  
1002 Tunis Belvédère

[www.itceq.tn](http://www.itceq.tn)

*La présente synthèse est la propriété de l'Institut Tunisien de la Compétitivité et des Etudes Quantitatives (ITCEQ). Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, de la présente publication, faite sans l'autorisation écrite de l'ITCEQ est considérée comme illicite et constitue une contrefaçon.*

*Les résultats, interprétations et conclusions émis dans cette publication sont ceux de(s) auteur(s) et ne devraient pas être attribués à l'ITCEQ, à sa Direction ou aux autorités de tutelle.*

*Cette synthèse est réalisée dans le cadre du programme d'activité de l'ITCEQ au sein de la Direction Centrale de la Compétitivité et sous la supervision de Mme Affet BEN ARFA. Elle est le fruit du travail de toute une équipe de la Direction Centrale de la Compétitivité composée de : Mme Hanen TRABELSI BAKLOUTI, Mme Hajer MEHOUACHI et M. Helmi BEN SALAH.*

## *Remerciements*

L'Institut Tunisien de la compétitivité et des Etudes Quantitatives tient à remercier tous ceux qui ont contribué à la réussite de l'enquête annuelle sur la compétitivité, notamment, les chefs d'entreprise ayant répondu au questionnaire pour l'accueil chaleureux qu'ils ont réservé à nos enquêteurs.

Les réponses recueillies ont servi de base pour analyser le climat des affaires et la compétitivité de l'entreprise pour l'année 2019 et identifier les principales insuffisances auxquelles il faut remédier afin d'améliorer l'environnement des affaires.

## *Sommaire*

Introduction .....	4
I. Présentation de l'échantillon .....	5
II. Principaux résultats du climat des affaires .....	6
Annexe : Cahier des graphiques .....	16

## Introduction

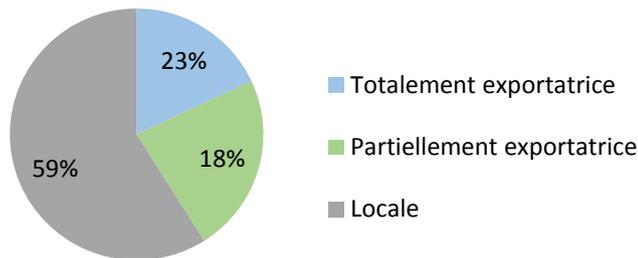
Dans un environnement de plus en plus concurrentiel aussi bien au niveau national qu'international, un climat d'affaires propice caractérisé par un système financier développé, une infrastructure de base solide, un système judiciaire efficace, une main-d'œuvre répondant aux besoins des entreprises, une administration à l'écoute et au service du tissu économique ... etc. s'impose afin d'améliorer la compétitivité des entreprises et stimuler la croissance économique. Partant, une évaluation continue de la perception que se font les chefs d'entreprises sur différents domaines de l'environnement des affaires permet d'éclairer les décideurs sur la portée des réformes engagées et les actions à entreprendre afin de relancer l'investissement et créer l'emploi.

Dans ce document et sur la base de l'enquête 2019, nous vous présentons la synthèse des résultats relatifs au climat des affaires dans ses différentes composantes, ainsi que des résultats détaillés dans un cahier de graphiques en annexe.

# I. Présentation de l'échantillon

L'enquête 2019, dont les travaux sur terrain se sont déroulés durant les mois de novembre et de décembre 2019, a ciblé 1200 entreprises privées opérant aussi bien dans l'industrie que dans les services et réparties sur tout le territoire tunisien. Le taux de réponse atteint est de 90% soit 1077 ayant répondu par interview directe, dont 59% opérant uniquement sur le marché local contre 18% partiellement exportatrices et 23% totalement exportatrices.

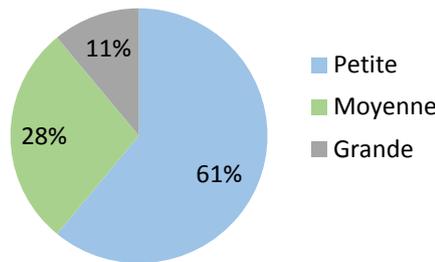
Répartition par régime



La répartition sectorielle des entreprises répondantes fait ressortir que 42% opèrent dans le secteur des services et 58% sont dans le secteur industriel.

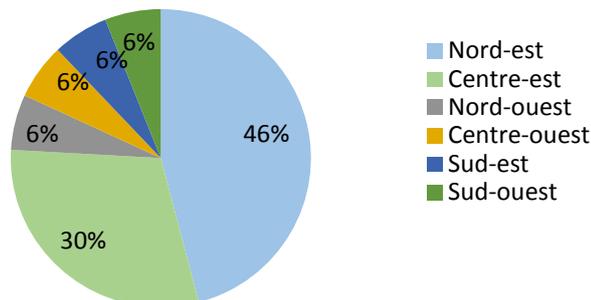
Au niveau de la taille, les petites entreprises couvrent 61% de l'échantillon contre 28% et 11% respectivement pour les moyennes et les grandes entreprises.

Répartition par taille



En termes de répartition régionale, la majorité des entreprises interrogées, soit 82%, sont situées sur le littoral (46% au Nord-est, 30% au Centre-est et 6% au Sud est) et 18% sont réparties dans la partie ouest de la Tunisie.

Répartition régionale



## II. Principaux résultats du climat des affaires

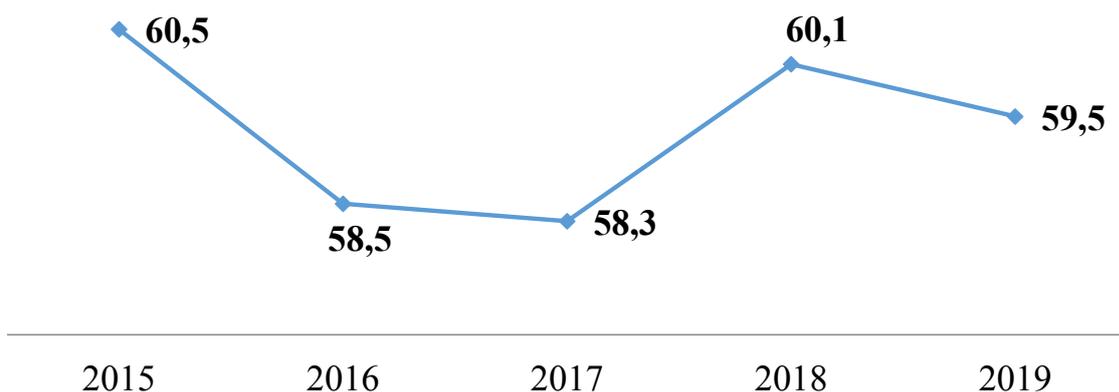
La perception que se font les chefs d'entreprise sur plusieurs domaines d'ordre réglementaire et institutionnel permet d'évaluer leur satisfaction quant à l'environnement dans lequel ils opèrent. Plus cet environnement est jugé favorable, plus les chefs d'entreprise étendent leurs activités, embauchent davantage, payent leurs taxes, etc.

Partant, nous présentons dans ce qui suit les principaux résultats issus de cette enquête et qui sont relatifs à l'environnement des affaires dans lequel ils opèrent.

### Une baisse de l'Indicateur de Perception du Climat des Affaires

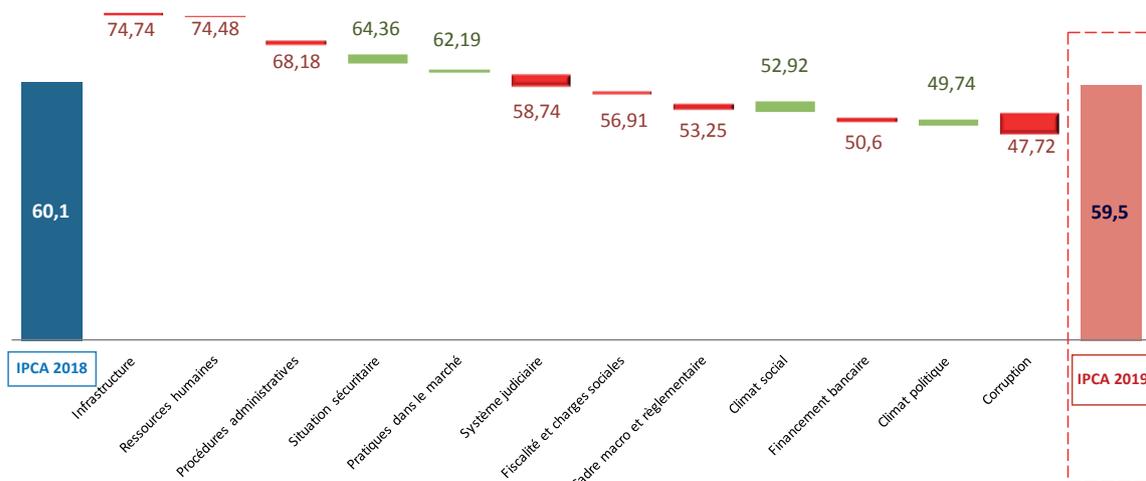
Après l'amélioration enregistrée en 2018, l'indicateur de perception du climat des affaires IPCA a connu une baisse pour se situer à 59,5 en 2019 synonyme d'une moindre satisfaction du climat des affaires. Rappelons que cet indicateur synthétique varie de 0 à 100 et que, plus il se rapproche de 100 plus le climat des affaires est bien perçu.

Evolution de l'indice de perception du climat des affaires (IPCA)



Le diagramme en cascade ci-dessous permet d'analyser l'évolution de l'IPCA en 2019 par rapport à 2018 en observant l'évolution de ses différentes composantes, à savoir : l'infrastructure, les ressources humaines, les procédures administratives, le système judiciaire, le cadre macroéconomique et réglementaire, la fiscalité et charges sociales, le financement bancaire, les pratiques dans le marché, la corruption, la situation sécuritaire, le climat social et le climat politique. Chaque domaine est représenté par une colonne flottante de couleur verte pour les valeurs en hausse et rouge pour les valeurs en baisse. Ce diagramme permet de déterminer quels sont les domaines qui ont contribué positivement de ceux qui ont contribué négativement à l'évolution de l'IPCA. Il en découle que 8 domaines sur 12 sont responsables de la baisse accusée par l'IPCA en 2019 dont les plus importants sont : la corruption, le système judiciaire, le cadre macro-économique et réglementaire, le financement bancaire et les procédures administratives.

Evolution de l'IPCA et des indicateurs partiels durant la période 2018-2019

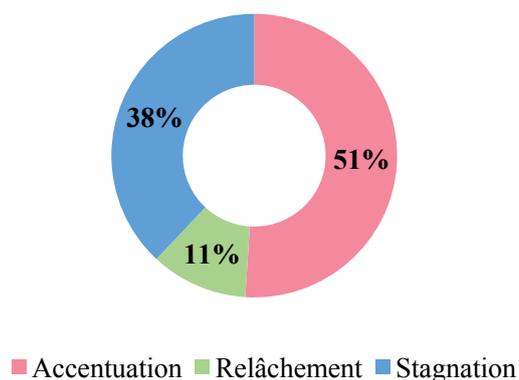


### La corruption : principale contrainte du climat des affaires

La corruption, dont l'indicateur a accusé la plus forte baisse passant de 52,8 à 47,7, s'est positionnée comme étant la principale cause de détérioration de la perception du climat des affaires en 2019.

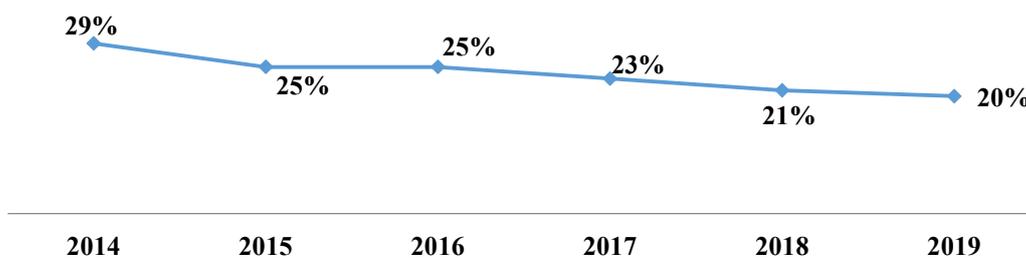
Cette baisse laisse déduire que malgré les mesures entreprises par les décideurs, les chefs d'entreprise portent une perception de plus en plus négative quant à l'évolution de ce phénomène dans le cadre institutionnel, virant plus vers son amplification que son relâchement.

#### Evolution du phénomène de la corruption en 2019 par rapport à 2018



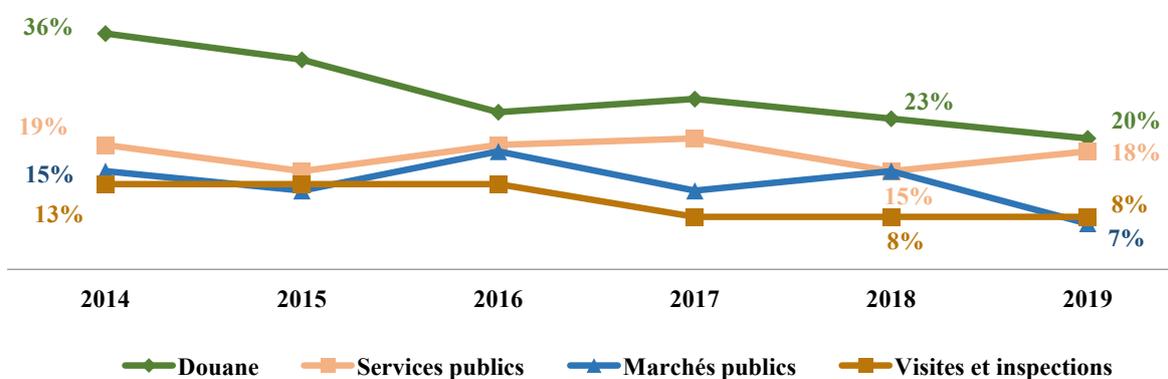
Paradoxalement et sur le plan des pratiques, le pourcentage des entreprises déclarant avoir été contraintes à payer des pots-de-vin continue sa tendance baissière entamée depuis l'année 2014, passant de 29% à 20% en 2019.

#### Entreprises sollicitées à donner des pots-de-vin ou des cadeaux au cours de leurs transactions avec les différentes structures publiques



Cette baisse sur le plan des pratiques est surtout remarquable au niveau des entreprises traitant avec la douane et, à un degré moindre, avec le marché public avec des pourcentages passant respectivement de 36% en 2014 à 20 % en 2019 au niveau de la douane et de 15% en 2014 à seulement 7% en 2019 au niveau du marché public. Ce résultat laisse déduire que l'effort consenti en matière de digitalisation au niveau de la douane<sup>1</sup> et du marché public<sup>2</sup> commence à donner ses fruits.

Entreprises contraintes de verser des pots-de-vin au cours de leurs transactions avec les différentes structures publiques



1 - Octroi de visa d'exportation et du Certificat de Conformité à l'Export via la plateforme TradeNet gestionnaire du "Guichet Unique du Commerce Extérieur et du Transport".

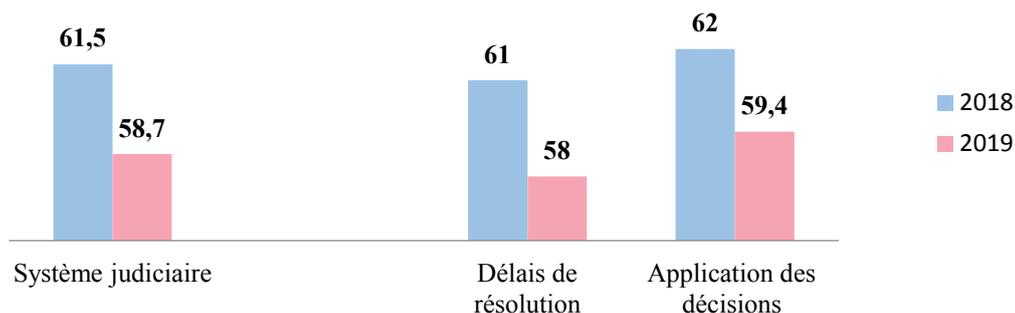
- Dématérialisation totale de « l'obligation cautionnée » qui représente un mode de paiement des droits et taxes à l'importation (article 130 du code des douanes). Cette dématérialisation permettrait d'éviter à l'opérateur les déplacements à sa banque pour le dépôt de la demande et l'obtention de ce document ainsi que son dépôt physique auprès de la douane.

2 - Tunisia On line E-Procurement System (Tuneps)

### Le système judiciaire : contrainte pesante du climat des affaires

La valeur de cet indicateur partiel a accusé une baisse de 2.8 points reflétant une moindre satisfaction quant au système judiciaire en vigueur. Cette moindre satisfaction concerne aussi bien les délais de résolution des litiges commerciaux que l'application des décisions.

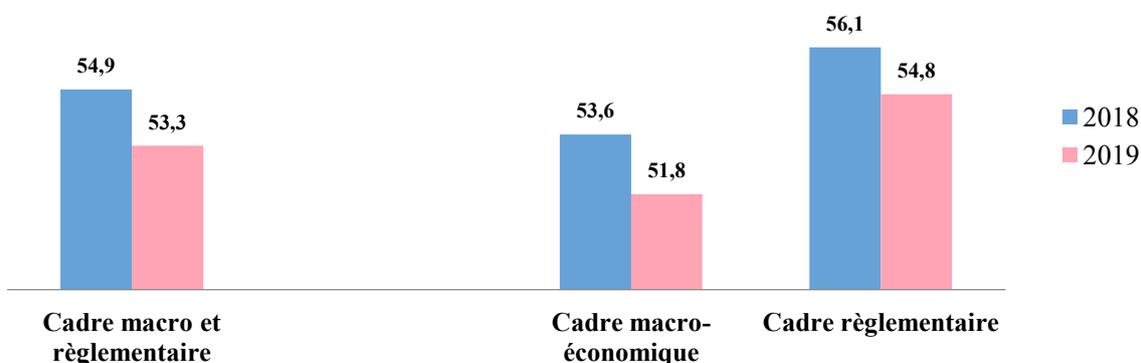
#### Evolution de l'indicateur relatif au « Système judiciaire »



### Cadre macro-économique et réglementaire : des contraintes qui persistent

L'indicateur partiel relatif au cadre macroéconomique et réglementaire continue sa tendance baissière passant de 56,3 en 2017 à 54,9 en 2018 puis à 53,25 en 2019. Cette dégradation reflète la persistance des problèmes macroéconomiques et réglementaires, dont les répercussions ont été claires à travers la dépréciation continue du dinar et la hausse des prix, causant la perturbation de l'approvisionnement des entreprises. A ce titre, la moitié des répondants ont déclaré que la dépréciation du dinar a perturbé leur processus d'approvisionnement en 2019. Cette fréquence s'élève à 25% quand il s'agit de la hausse des prix.

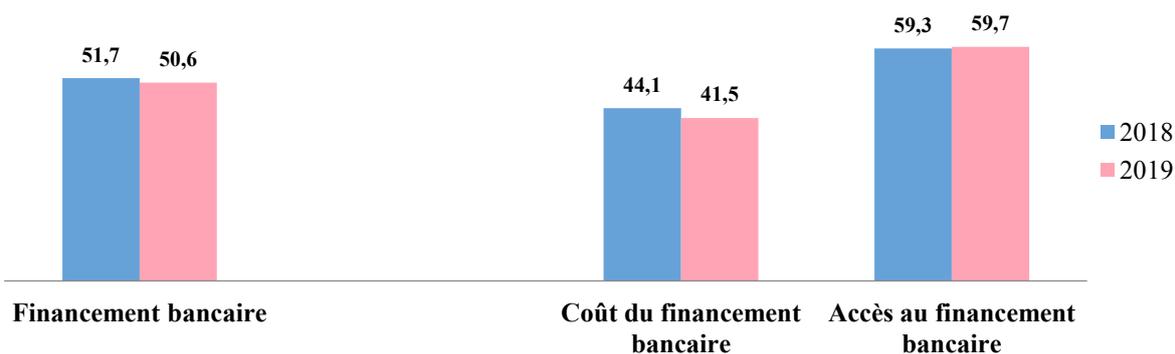
#### Evolution de l'indicateur relatif au « Cadre macro-économique et réglementaire »



## Financement bancaire : classé parmi les trois principales contraintes du climat des affaires

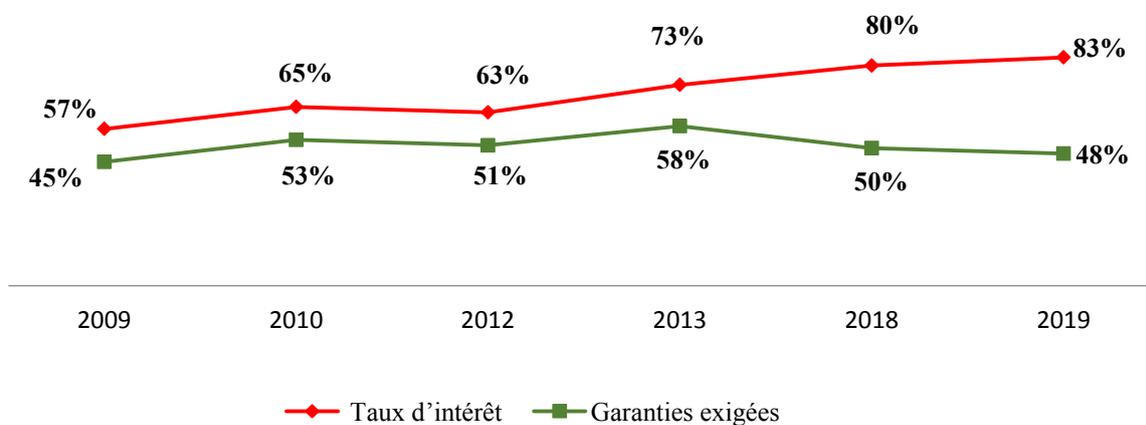
L'indicateur partiel relatif au financement bancaire a enregistré une baisse de 1.1 points entre 2018 et 2019. Cette baisse est attribuable principalement à l'accentuation de la contrainte liée au « Coût du financement bancaire » dont l'indicateur a reculé de 2.6 points.

Evolution de l'indicateur relatif au « Financement bancaire »



Ces résultats vont de pair avec le pourcentage des entreprises ayant identifié le taux d'intérêt en tant que principale difficulté rencontrée en matière de financement bancaire qui ne cesse d'augmenter au fil des années passant de 57% en 2009 à 83% en 2019. Ceci est compréhensible eu égard à la hausse du taux d'intérêt directeur à plusieurs reprises. En revanche, le pourcentage de ceux ayant identifié le taux de garantie en tant que difficulté a connu un certain relâchement.

Principales difficultés rencontrées en matière de financement bancaire

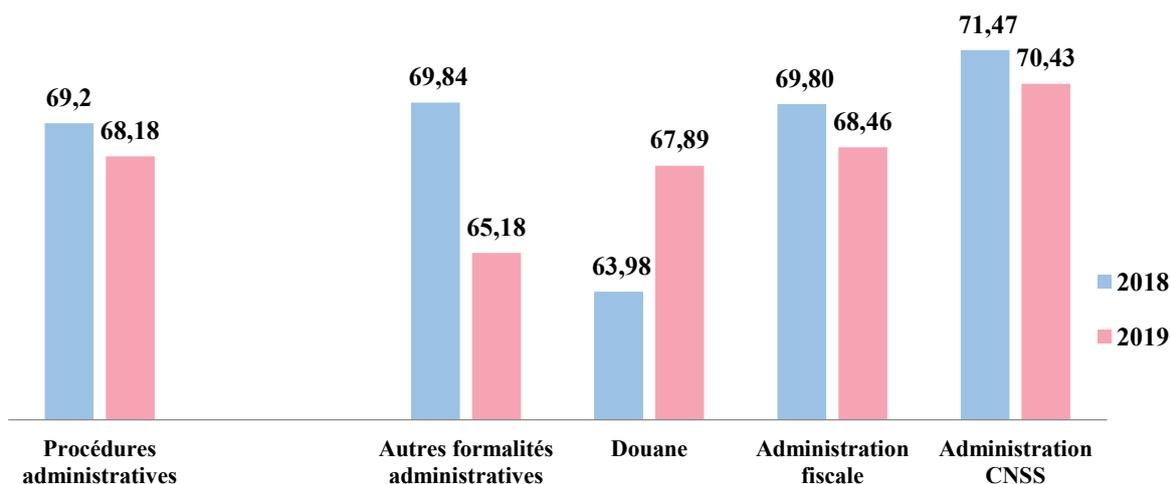


### Les procédures administratives : lourde tâche pour les chefs d'entreprise

Bien que les procédures administratives apparaissent relativement bien perçues avec un indicateur de 68,18, elles cachent certaines insuffisances étant donné que chaque procédure correspond au parcours qu'un chef d'entreprise doit effectuer pour meubler son dossier.

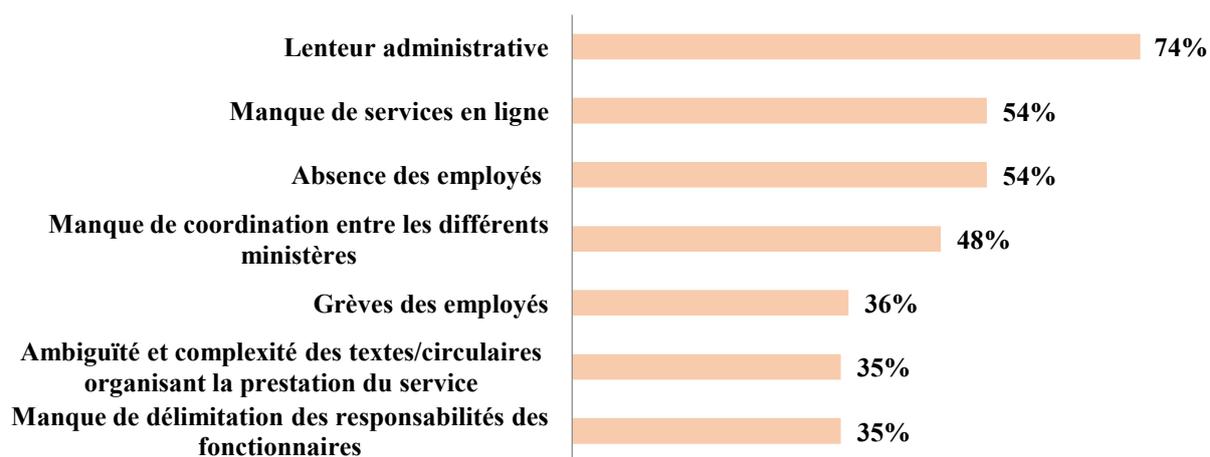
La perception des chefs d'entreprise sur les procédures administratives a porté sur quatre types de procédures : celles liées à la douane, à l'administration fiscale, à l'administration de la CNSS et aux autres formalités administratives. Les investigations menées au niveau de ces différents types de procédures montrent que seules celles relatives à la douane ont connu une amélioration de la perception qui leur est portée et que l'indicateur relatif aux «Autres formalités administratives» (création d'entreprise, autorisations, inspections...etc.) est celui qui a accusé la plus forte baisse entre 2018 et 2019 passant de 69,84 à 65,18.

Evolution de l'indicateur relatif aux « Procédures administratives »



Interrogés sur les tracasseries rencontrées lors de leurs transactions avec l'administration, les trois quart des chefs d'entreprise mentionnent la lenteur administrative, suivie par le manque de services en ligne (54%) et de l'absence des employés (54%).

### Quel genre de tracasseries avez-vous rencontrées dans vos transactions avec l'administration ?



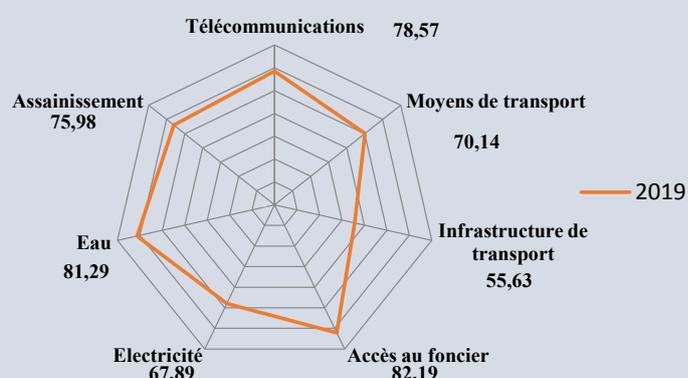
Face à ces tracasseries, un chef d'entreprise ou un cadre de son directoire consacre en moyenne près de 27% de son temps de travail pour effectuer les formalités administratives et préparer les dossiers y afférents. Ce taux passerait à 10,56% si toutes les procédures seraient effectuées en ligne sans aucune obligation de déplacement.

### L'infrastructure : plusieurs insuffisances sont à relever notamment au niveau du transport

L'indicateur partiel relatif à l'infrastructure a connu une légère baisse passant de 75,6 à 74,7 indiquant une moindre satisfaction quant à l'infrastructure en général. Cette baisse est expliquée par la perception de plus en plus négative portée à l'électricité dont l'indicateur de perception a accusé la plus importante baisse, passant de 72,19 en 2018 à 67,89 en 2019. Ceci est compréhensible eu égard à l'augmentation des tarifs de l'électricité (comprise entre 12 et 15%) entrée en vigueur depuis le début du mois de juin 2019.

Par ailleurs et s'agissant de l'infrastructure du transport, cette dernière demeure un maillon faible malgré la légère amélioration de la perception qui lui est portée, méritant, de ce fait, plus d'intérêt de la part des autorités.

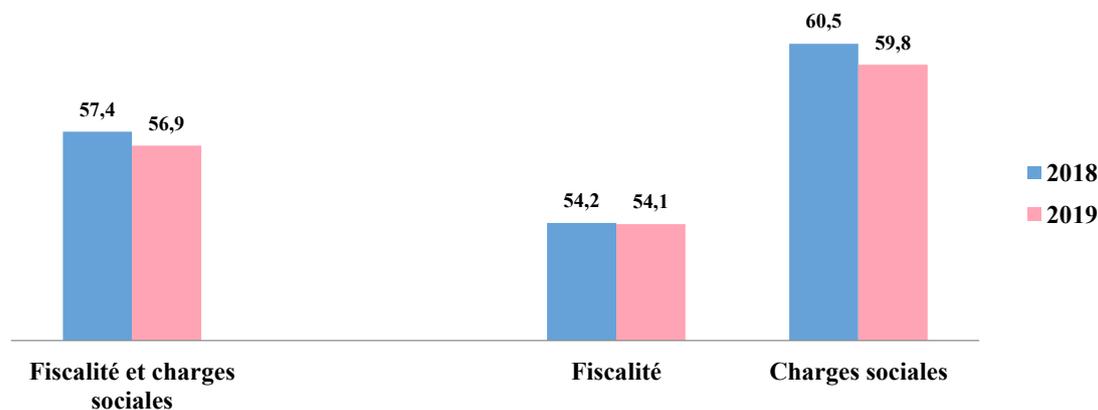
Indicateurs composites	2018	2019	Variation
Electricité	72,19	67,89	-4,3
Assainissement	77,2	75,98	-1,22
Télécommunications	79,73	78,57	-1,16
Eau	82,14	81,29	-0,85
Accès au foncier	81,6	82,19	0,59
Moyens de transport	68,69	70,14	1,45
Infrastructure de transport	53,71	55,63	1,92



## Fiscalité et charges sociales : une moindre satisfaction des chefs d'entreprise quant à ce domaine

Passant de 57,4 à 56,9, cet indicateur a contribué à la dégradation de l'IPCA de l'année 2019. Cette baisse est due à une moindre satisfaction des chefs d'entreprise quant aux « Charges sociales ».

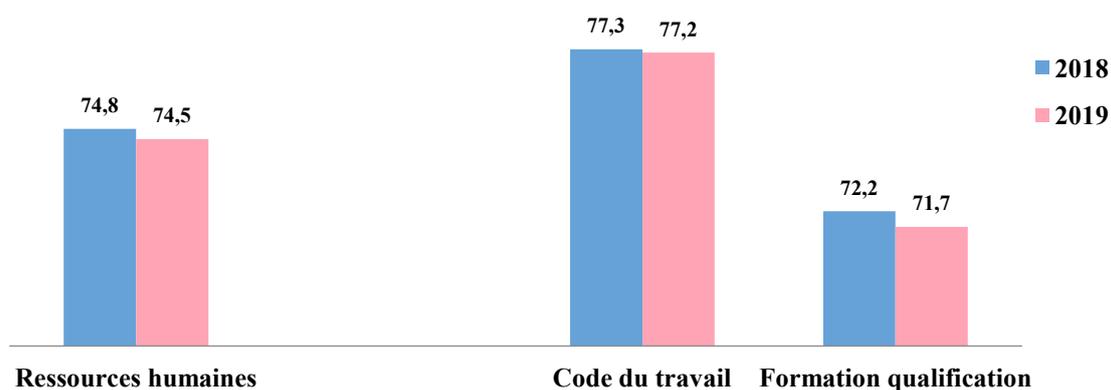
### Evolution de l'indicateur relatif à la « Fiscalité et charges sociales »



## Ressources humaines : indicateur partiel en baisse

L'indicateur des « Ressources humaines » englobant la perception que se font les chefs d'entreprise sur la « formation et qualification » d'une part, et le « Code du travail » d'autre part, a accusé la baisse la moins importante par rapport à l'année 2018.

### Evolution de l'indicateur relatif aux « Ressources humaines »



## Une amélioration de la perception du climat des affaires au niveau de 4 domaines

Quatre domaines ont connu une amélioration de leur indicateur de perception en 2019 par rapport à 2018. Il s'agit du « climat social », de « la sécurité », du « climat politique » et des « pratiques dans le marché ».

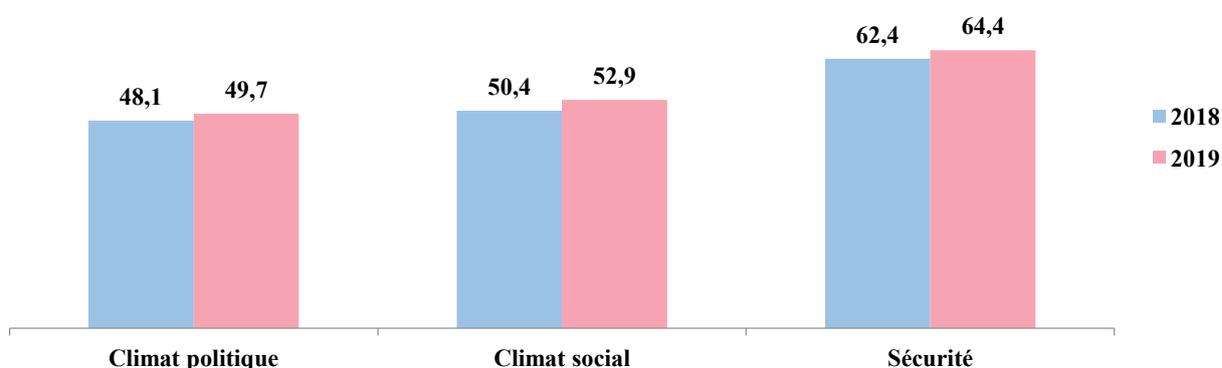
Concernant le « climat social », il a été favorablement perçu avec un indicateur partiel passant à 52,9 contre 50,4 en 2018, traduisant un relâchement relatif de la tension sociale dans le pays.

S'agissant de « la sécurité », la perception qui lui est portée a connu une amélioration substantielle, avec un indicateur passant de 62,4 en 2018 à 64,4 en 2019.

Une telle amélioration est synonyme des efforts remarquables déployés par l'appareil sécuritaire et l'armée nationale pour faire face au terrorisme et aux crimes de tout genre.

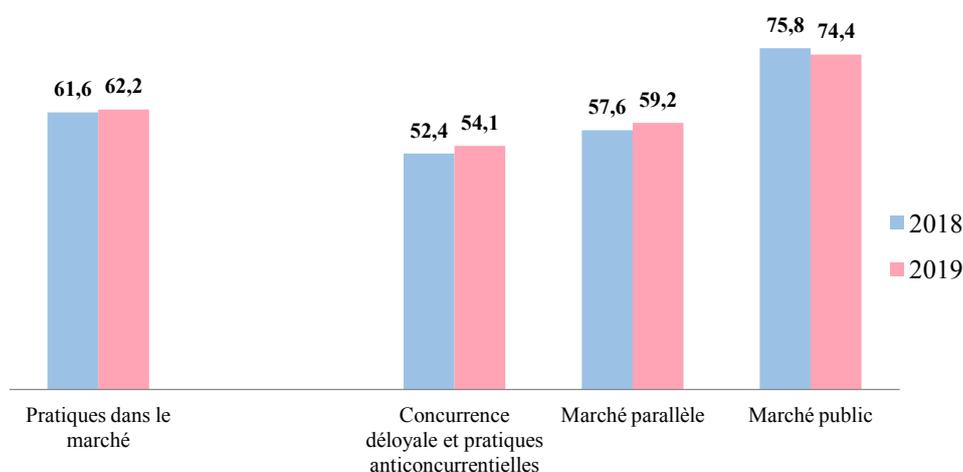
Dans le même contexte, la contrainte relative au « climat politique » continue son relâchement, mais la valeur de son indicateur partiel reste tout de même inférieure à la moyenne (48,1 en 2018 et 49,7 en 2019), traduisant la persistance des tensions sur la scène politique.

#### Evolution des indicateurs « Climat politique », « Climat social » et « Sécurité »



Enfin et en ce qui concerne l'indicateur partiel relatif aux «Pratiques dans le marché», une amélioration timide a été enregistrée au niveau de la perception relative au volet «Concurrence déloyale et pratiques anticoncurrentielles» ainsi que celui du « Marché parallèle », alors que le «Marché public » a vu son indicateur partiel reculer de 1.4 points.

#### Evolution de l'indicateur relatif aux « Pratiques dans le marché »

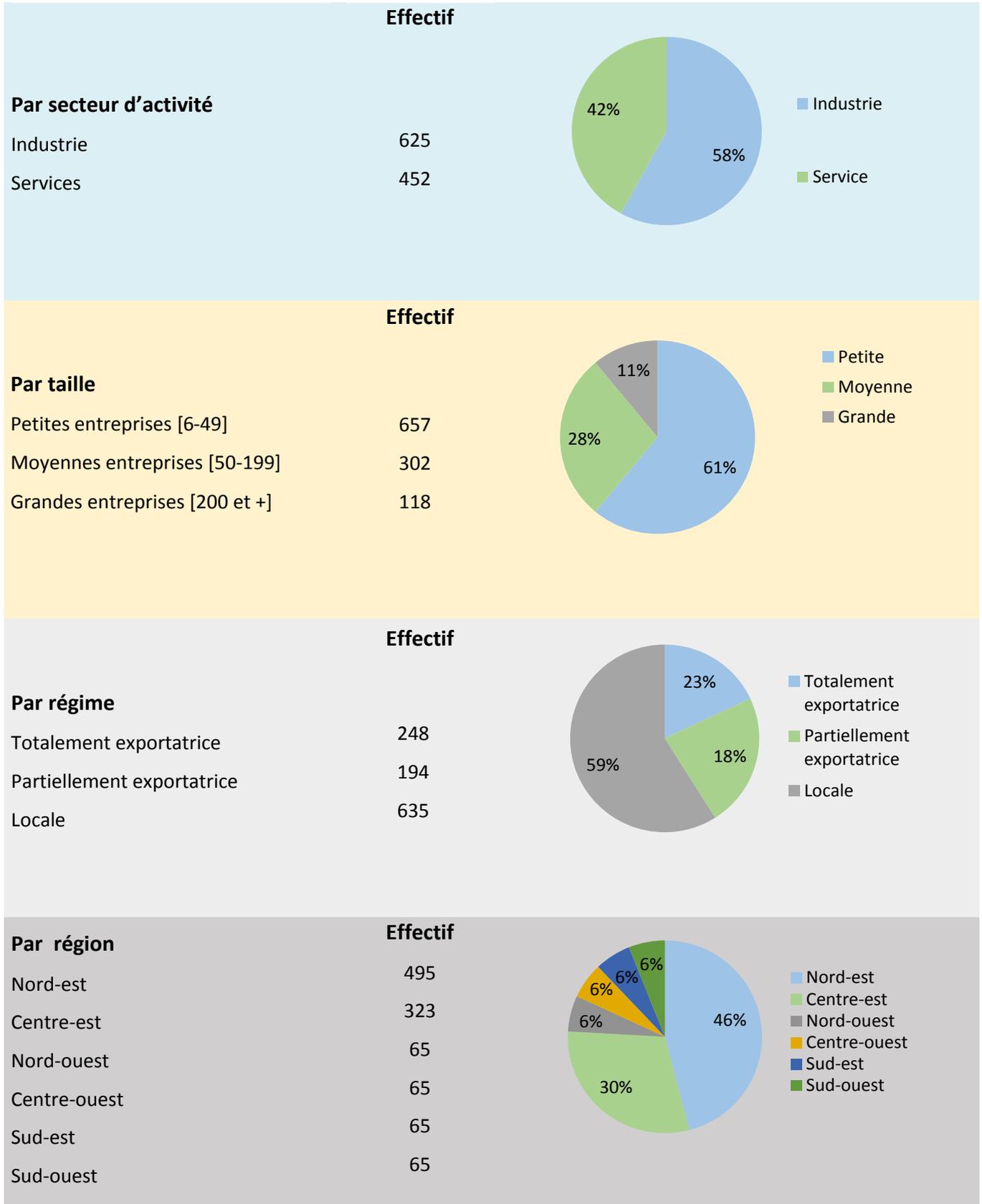


Pour conclure et pour plus de détails, voir le cahier des graphiques annexé ci-dessous.

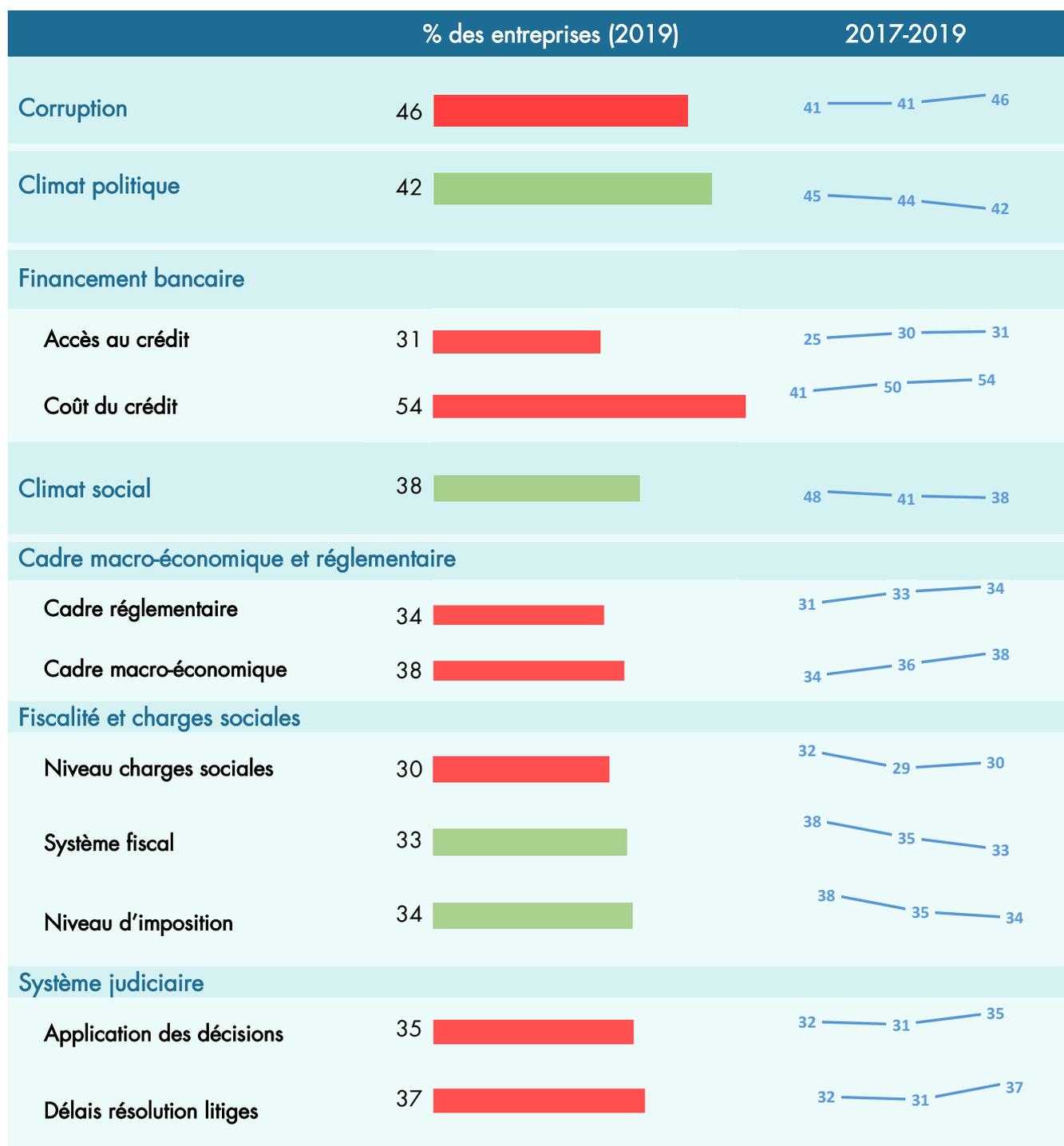


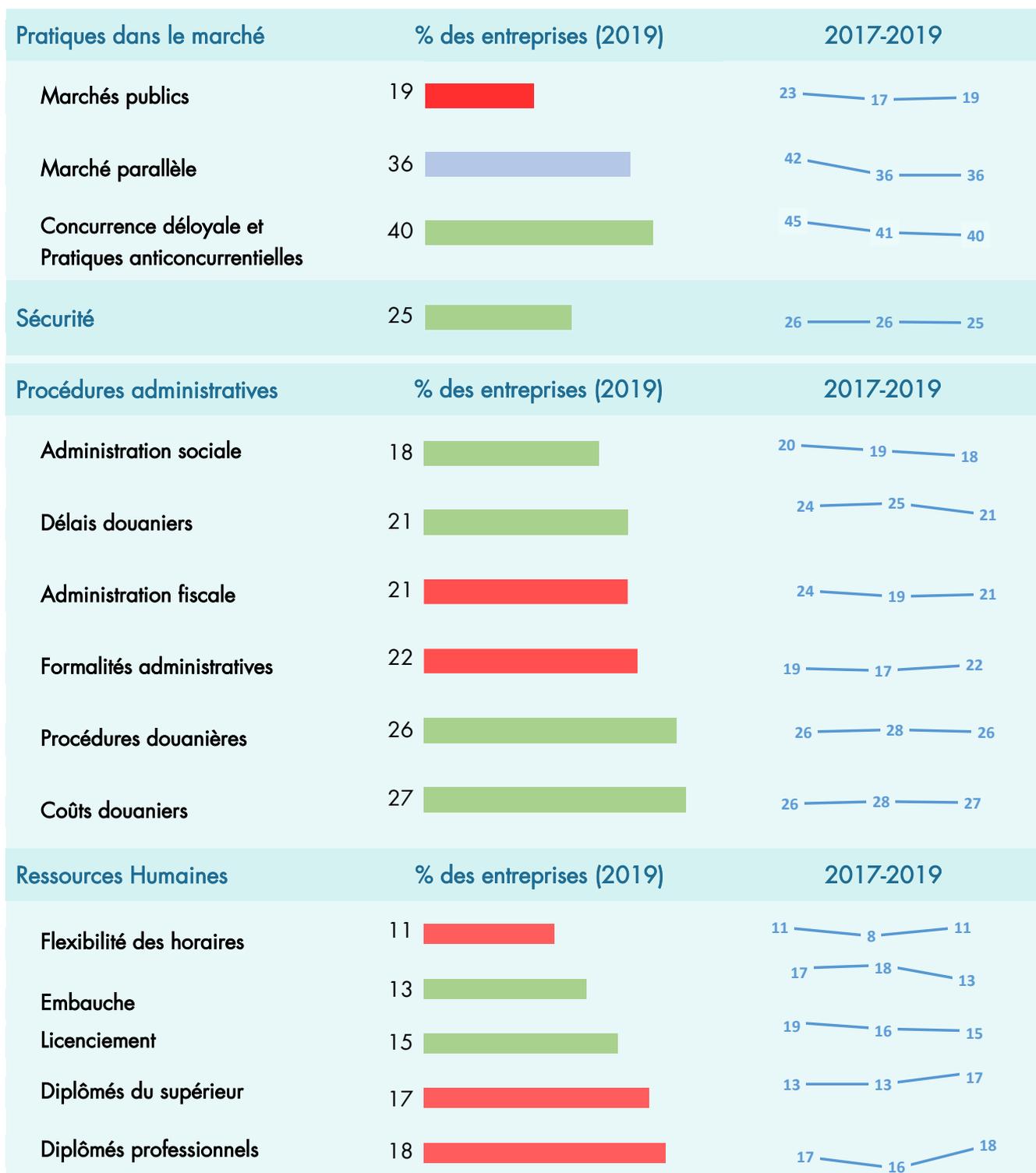
# Cahier des graphiques

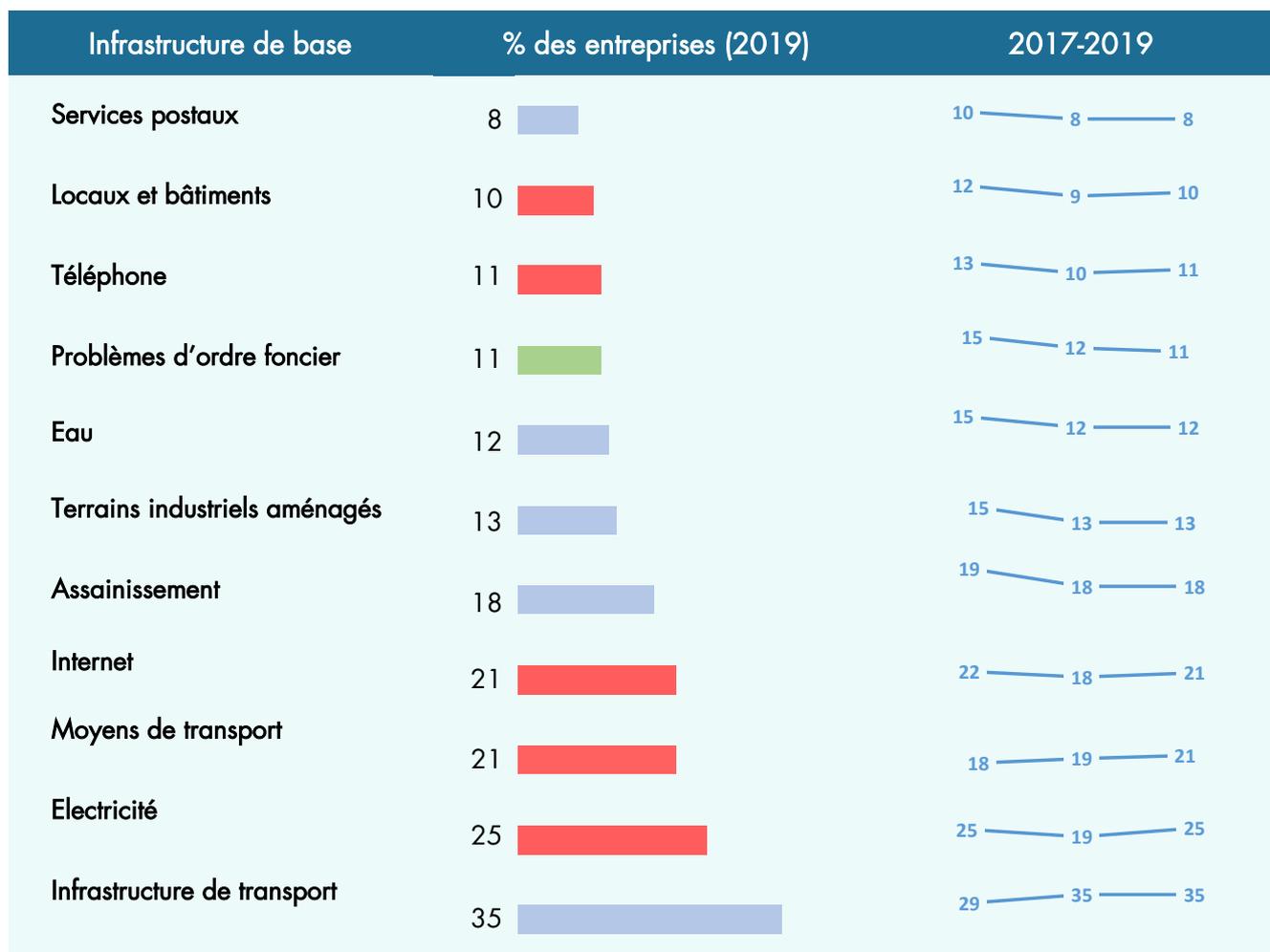
1077 Entreprises : Taux de réponse = 90%



## Entreprises considérant les domaines de l'environnement des affaires comme contrainte majeure

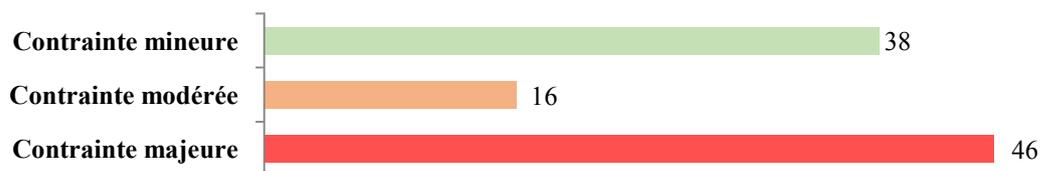




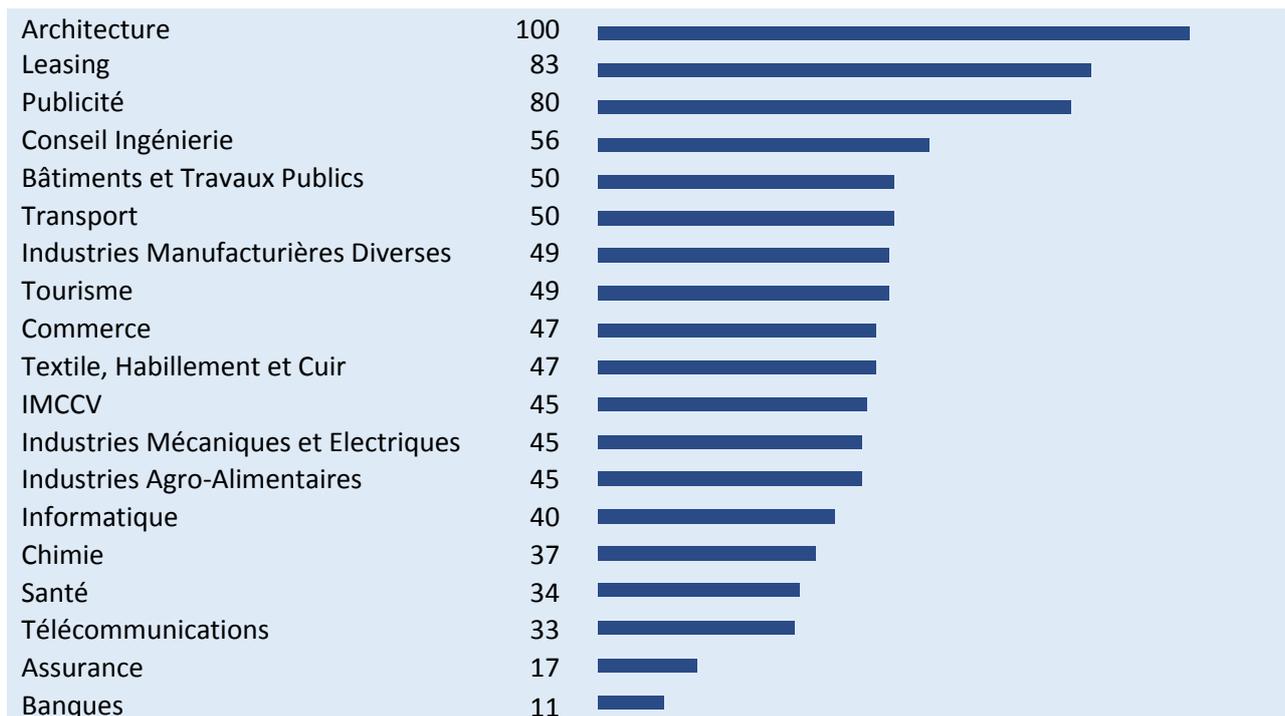


## Corruption (en%)

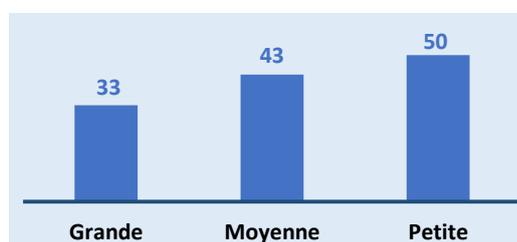
### Entreprises considérant la corruption comme contrainte



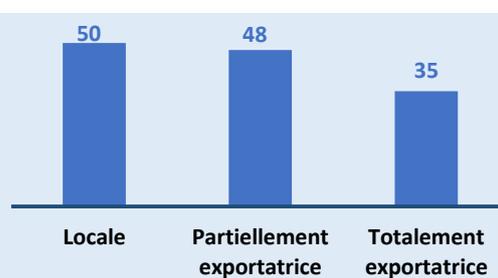
### Contrainte majeure par secteur



### Par taille



### Par régime

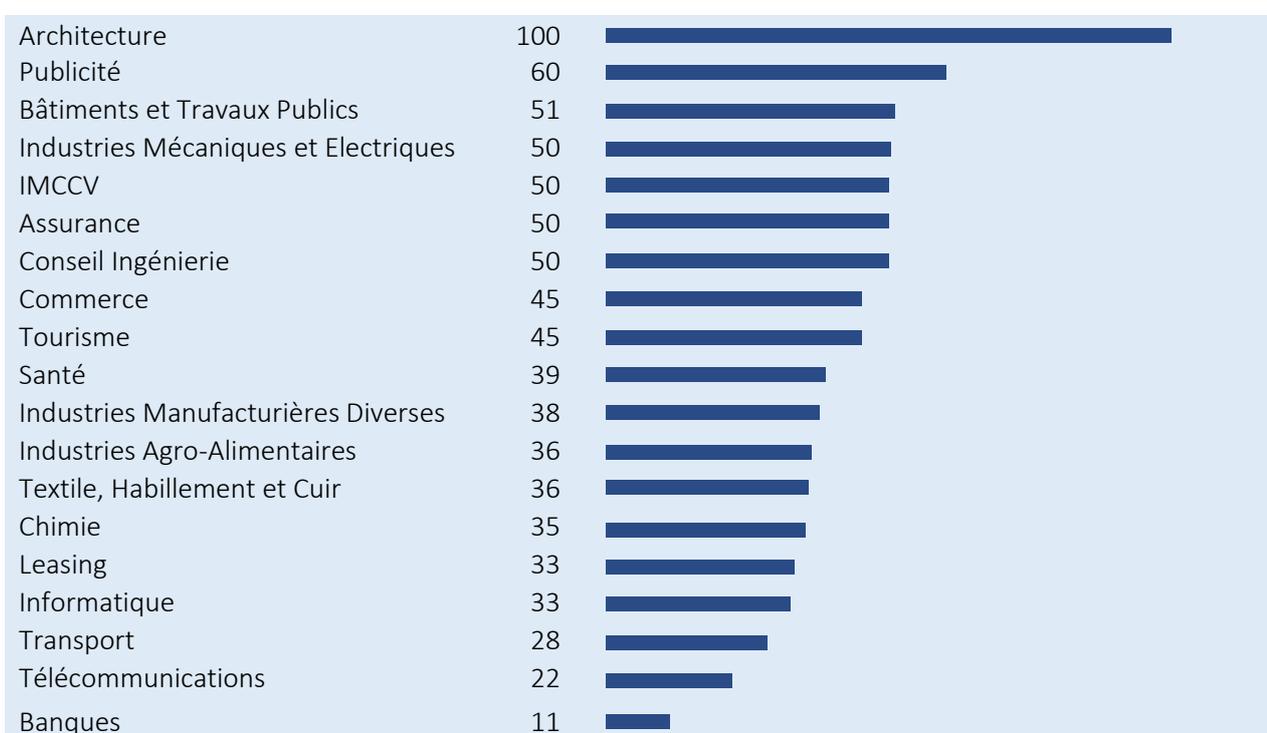


## Climat politique (en%)

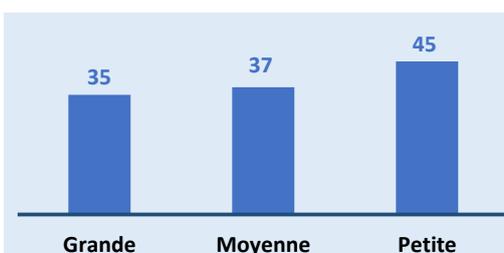
### Entreprises considérant le climat politique comme contrainte



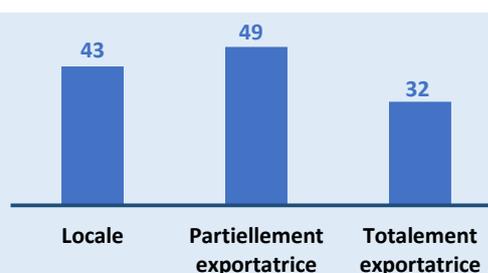
### Contrainte majeure par secteur



### Par taille

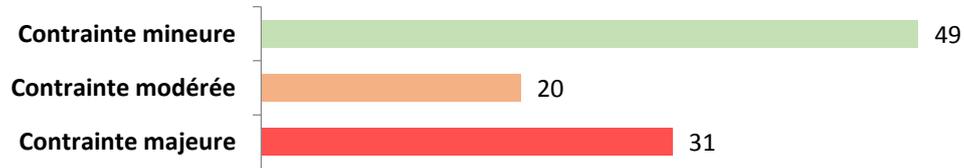


### Par régime

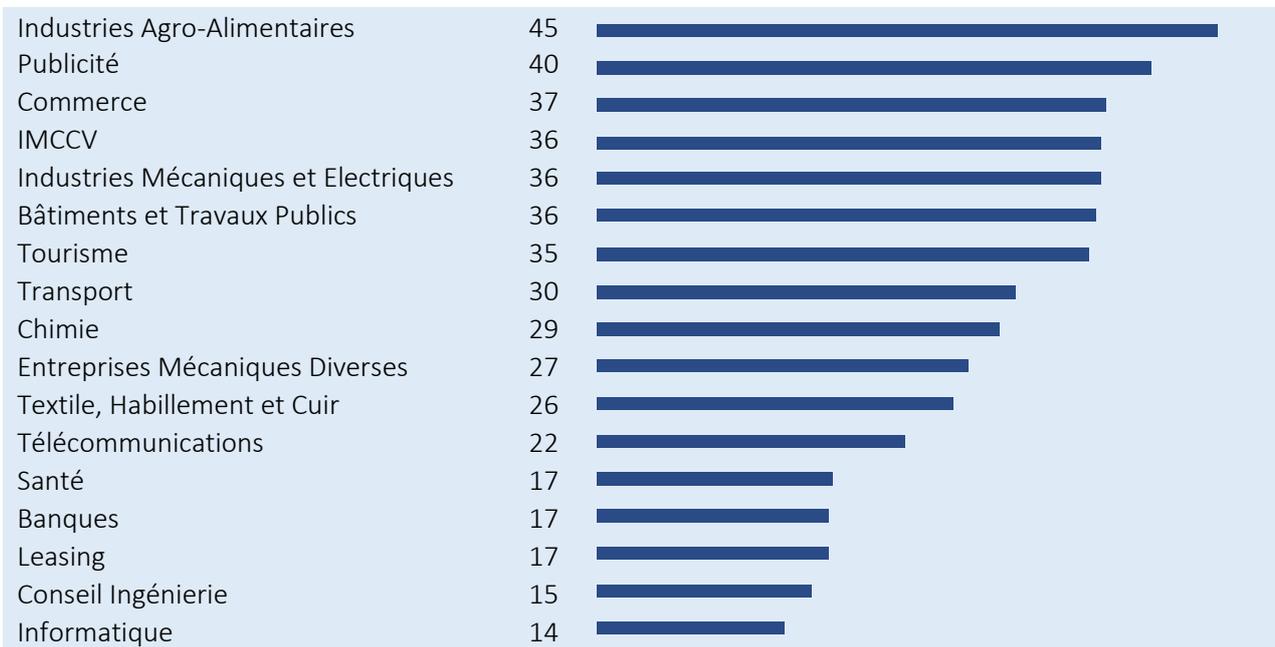


## Financement Bancaire : Accès au crédit (en%)

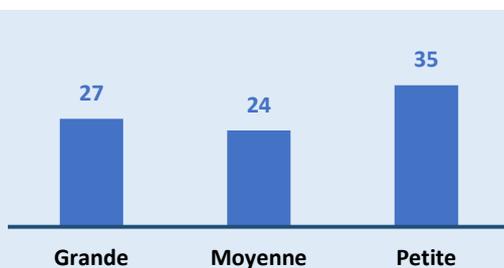
### Entreprises considérant l'accès au crédit comme contrainte



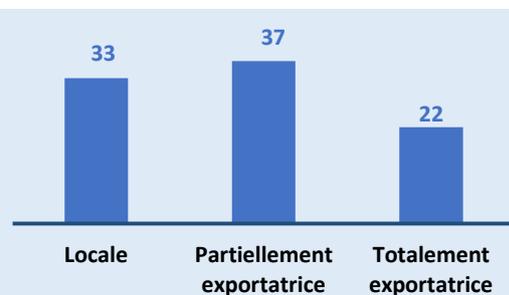
### Contrainte majeure par secteur



### Par taille

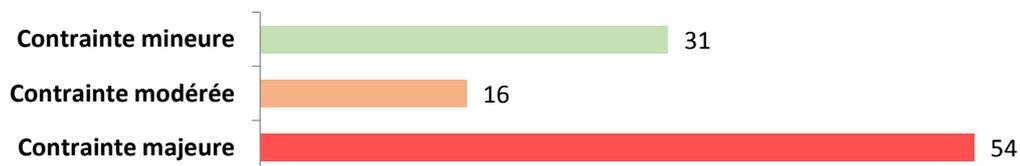


### Par régime

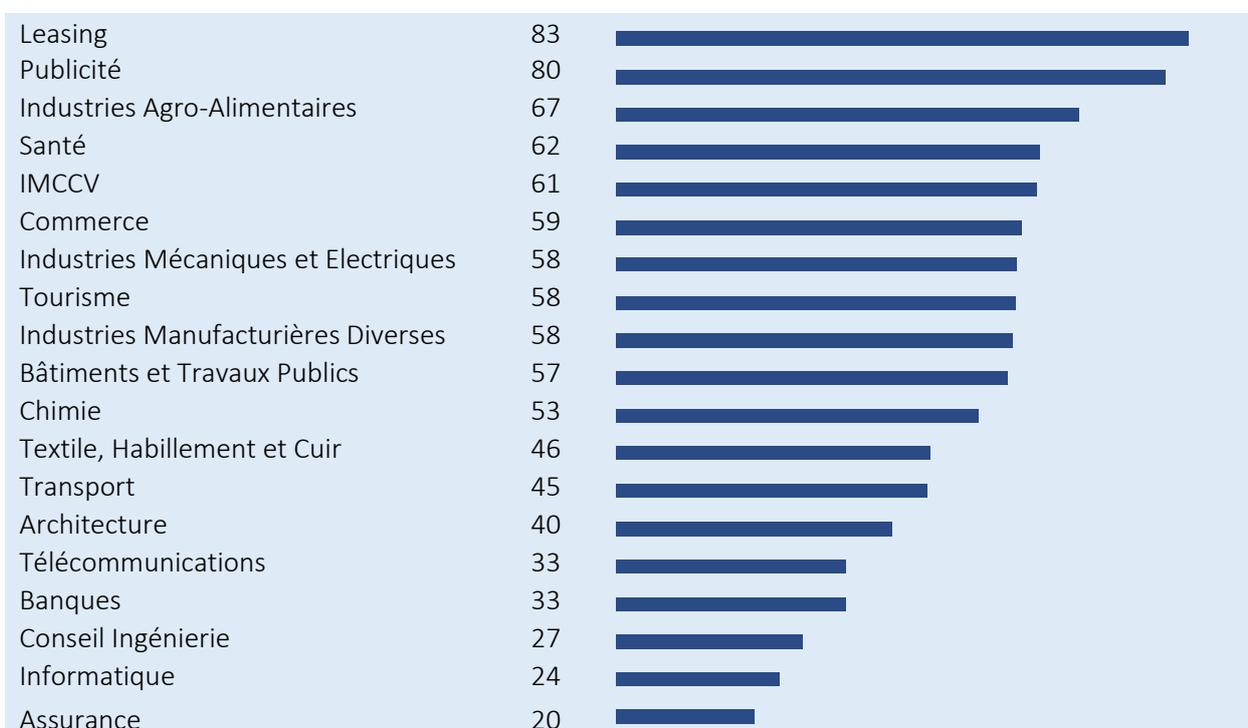


## Financement Bancaire : Coût du crédit (en%)

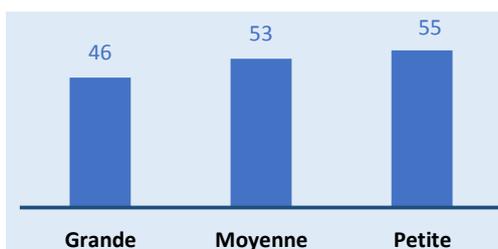
### Entreprises considérant le coût du crédit comme contrainte



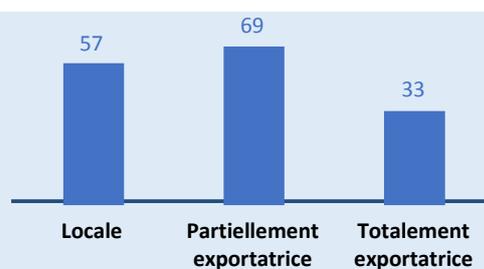
### Contrainte majeure par secteur



### Par taille

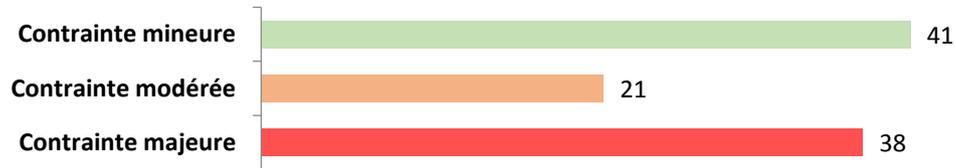


### Par régime

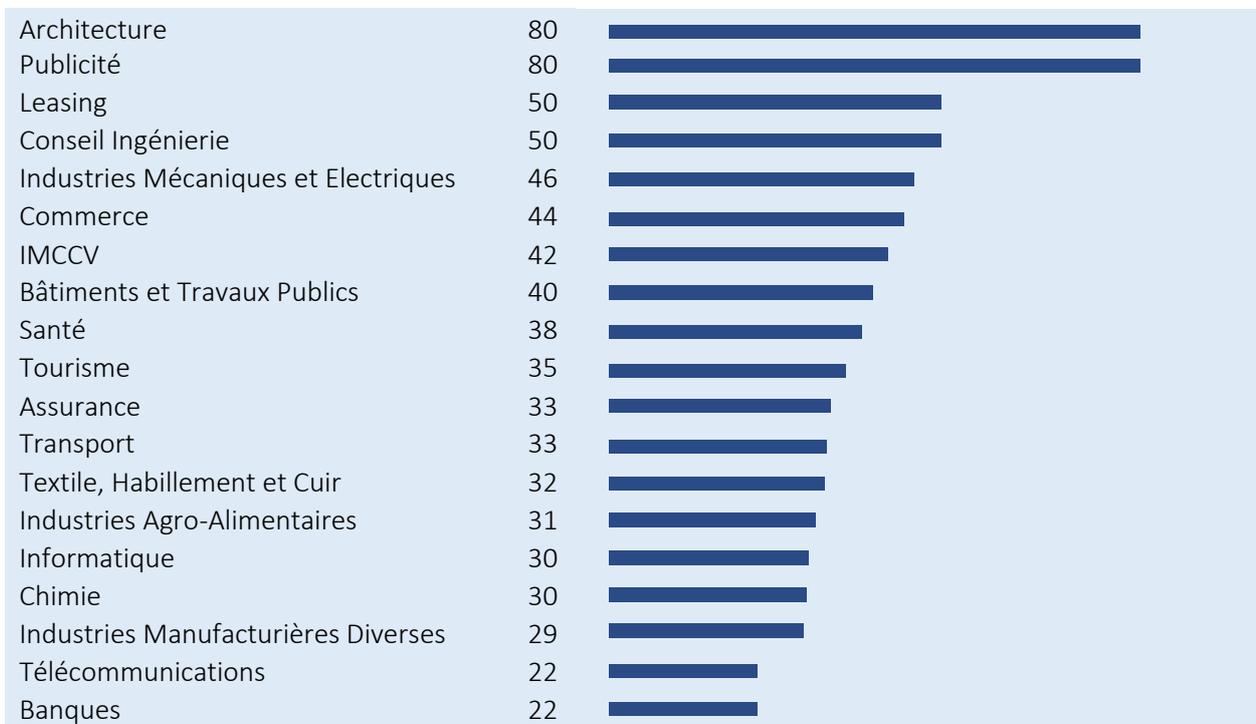


## Climat social (en%)

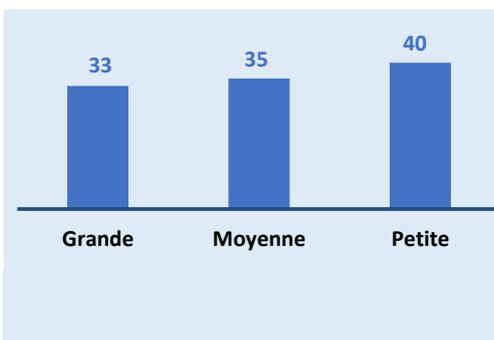
### Entreprises considérant le climat social comme contrainte



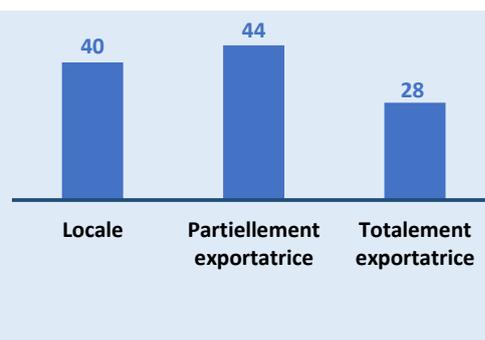
### Contrainte majeure par secteur



### Par taille



### Par régime

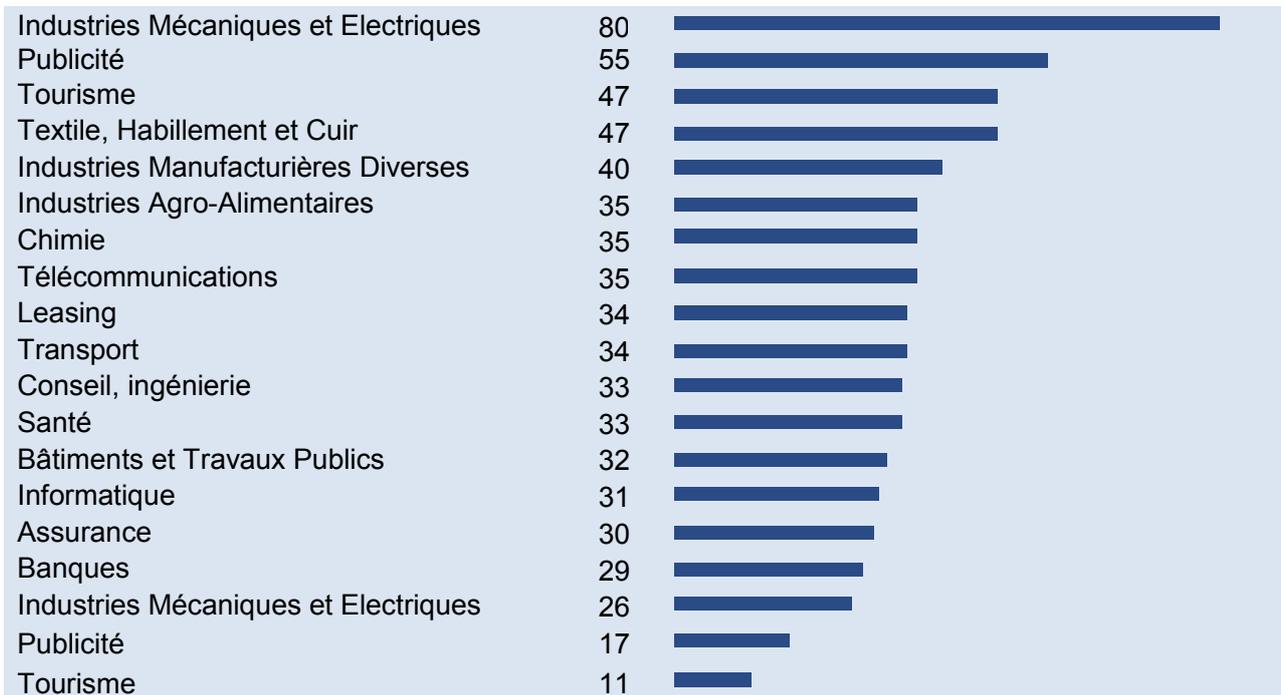


## Cadre macro-économique et réglementaire : Cadre macro-économique (en%)

### Entreprises considérant le cadre macro-économique comme contrainte



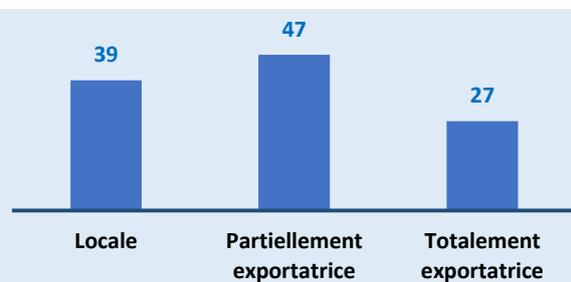
### Contrainte majeure par secteur



### Par taille

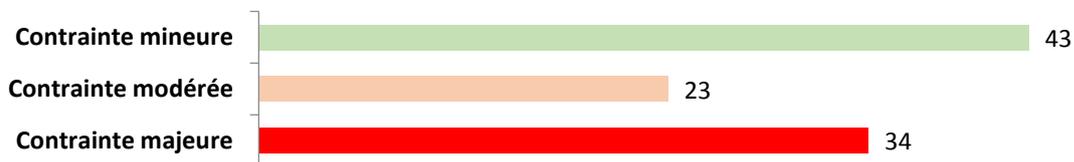


### Par régime

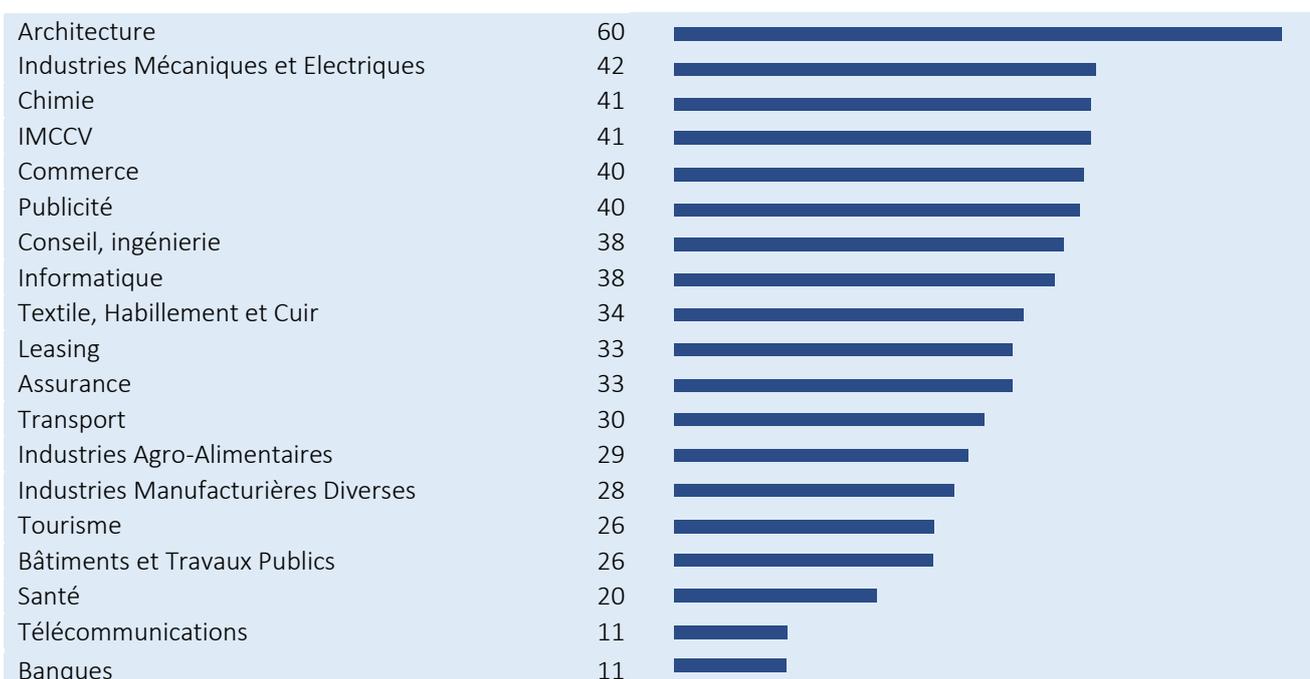


## Cadre macro-économique et réglementaire : Cadre réglementaire (en%)

### Entreprises considérant le cadre réglementaire comme contrainte



### Contrainte majeure par secteur



#### Par taille

#### Par régime

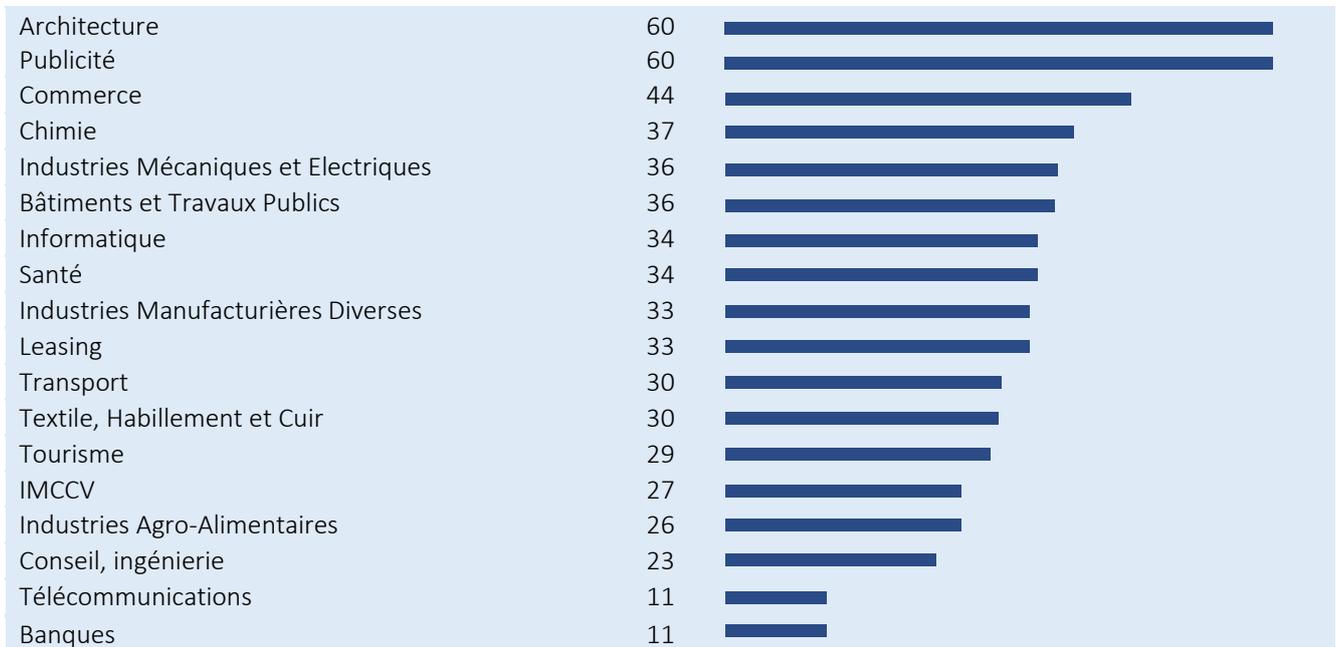


## Fiscalité et charges sociales : Niveau d'imposition (en%)

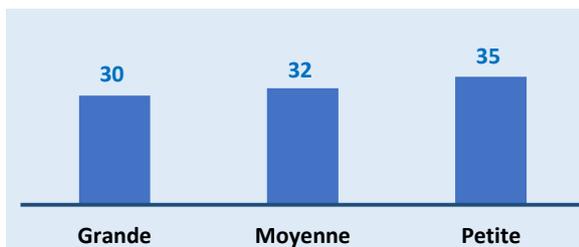
### Entreprises considérant le niveau d'imposition comme contrainte



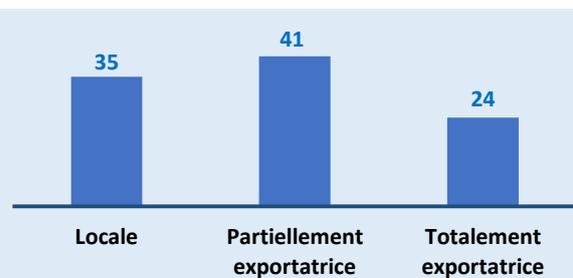
### Contrainte majeure par secteur



### Par taille

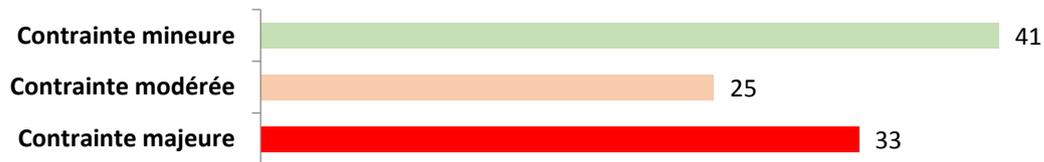


### Par régime

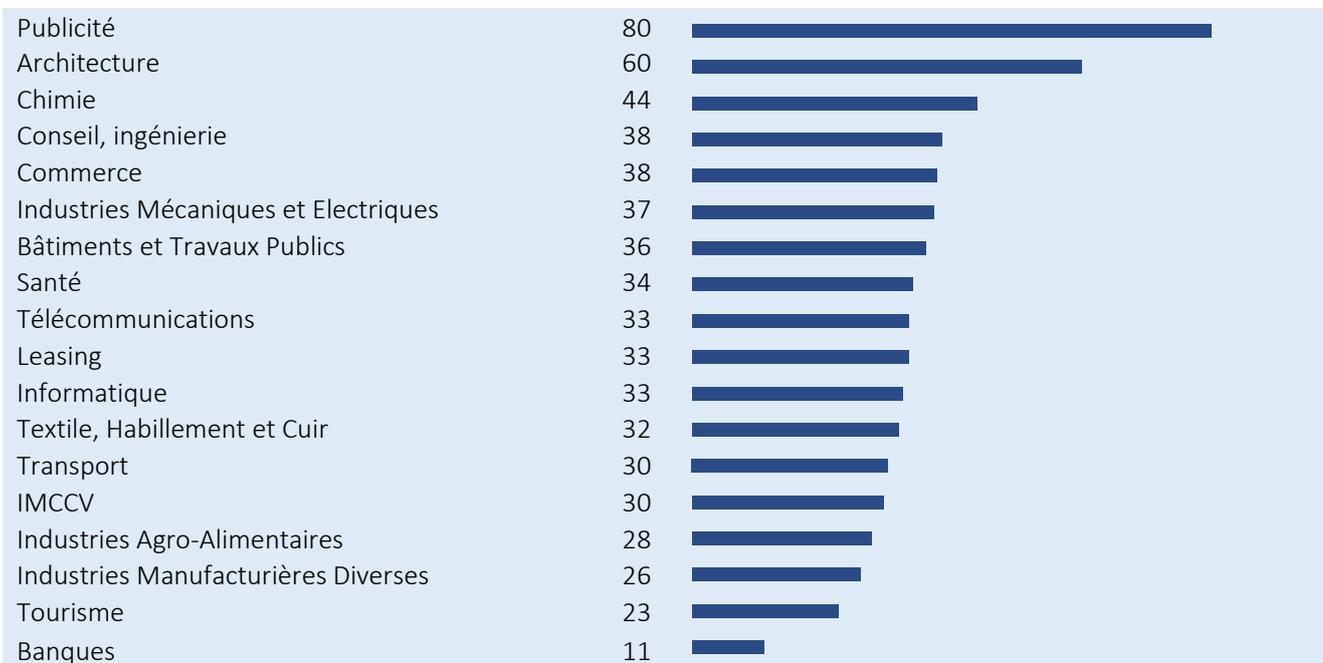


## Fiscalité et charges sociales : Système fiscal (en%)

### Entreprises considérant le système fiscal comme contrainte

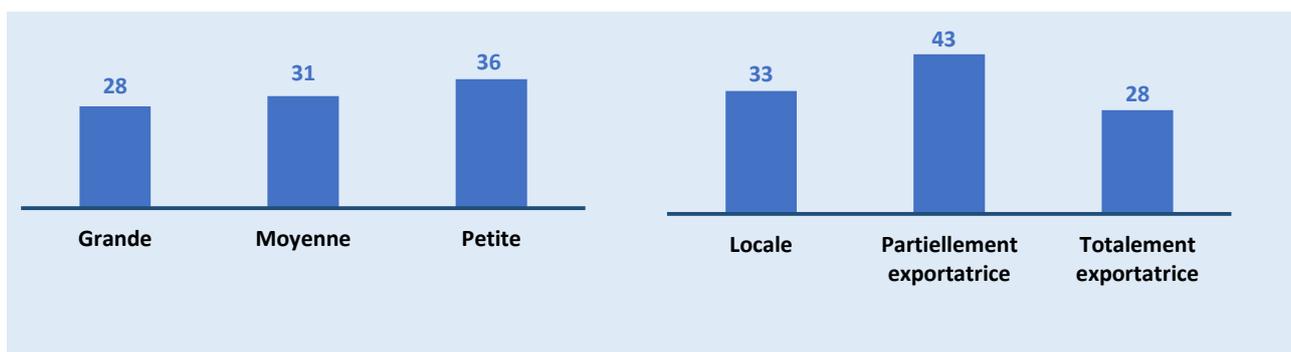


### Contrainte majeure par secteur



#### Par taille

#### Par régime

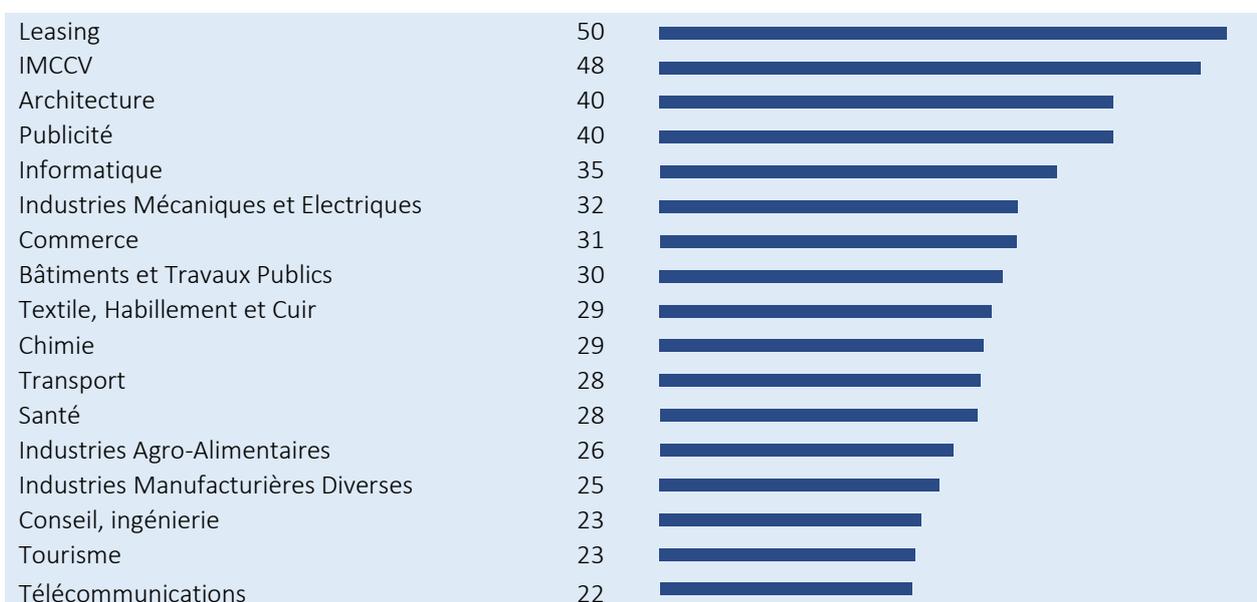


## Fiscalité et charges sociales : Niveau des charges sociales (en%)

### Entreprises considérant le niveau des charges sociales comme contrainte



### Contrainte majeure par secteur



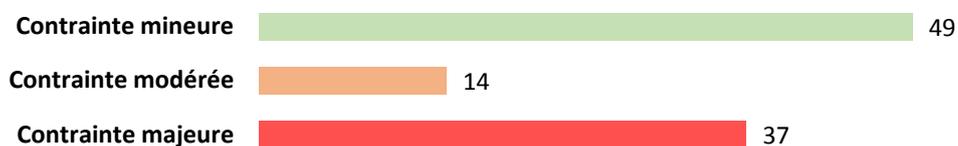
#### Par taille

#### Par régime

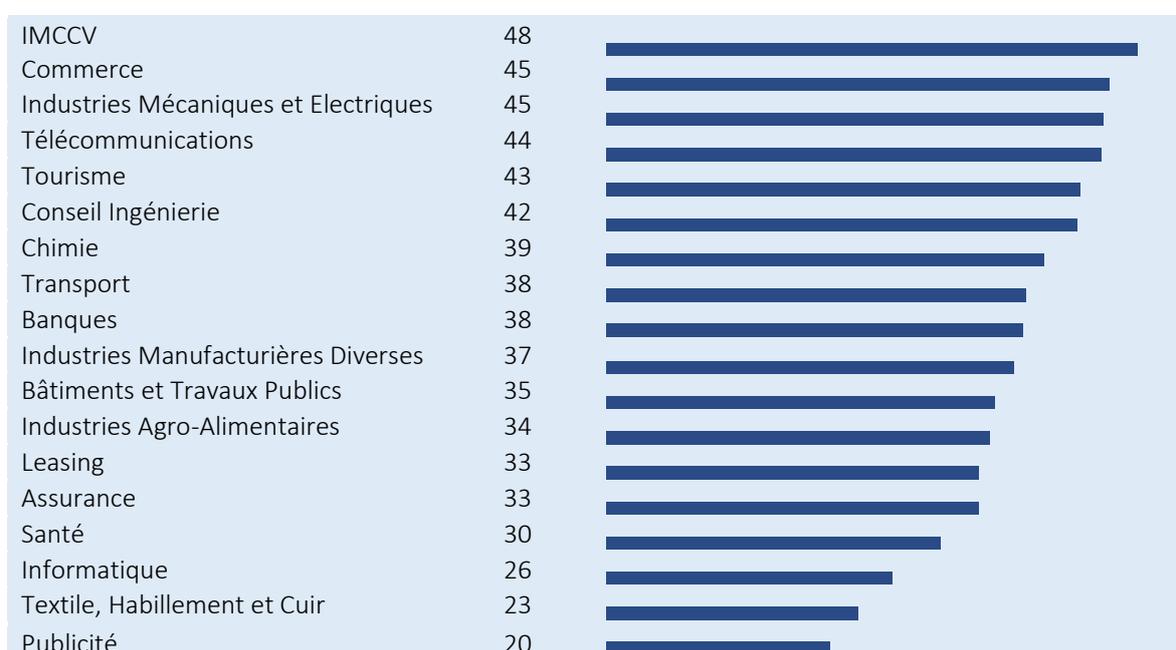


## Système judiciaire : Délais pour la résolution des litiges (en %)

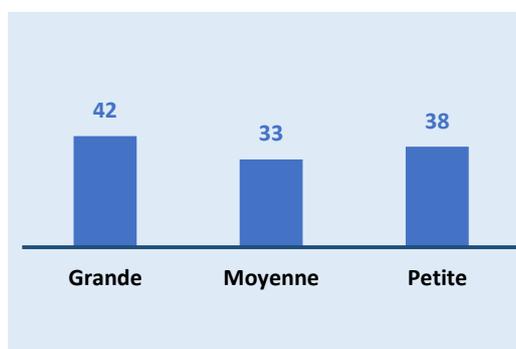
### Entreprises considérant les délais pour la résolution des litiges comme contrainte



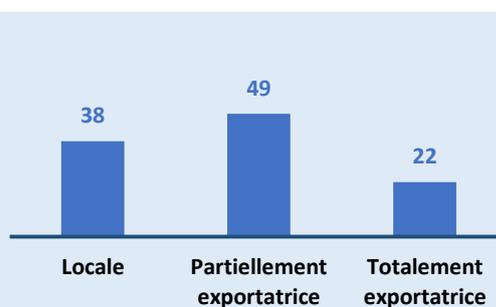
### Contrainte majeure par secteur



#### Par taille

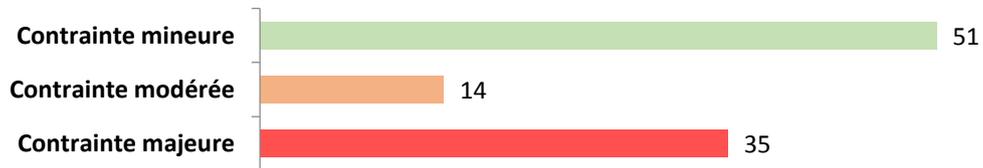


#### Par régime

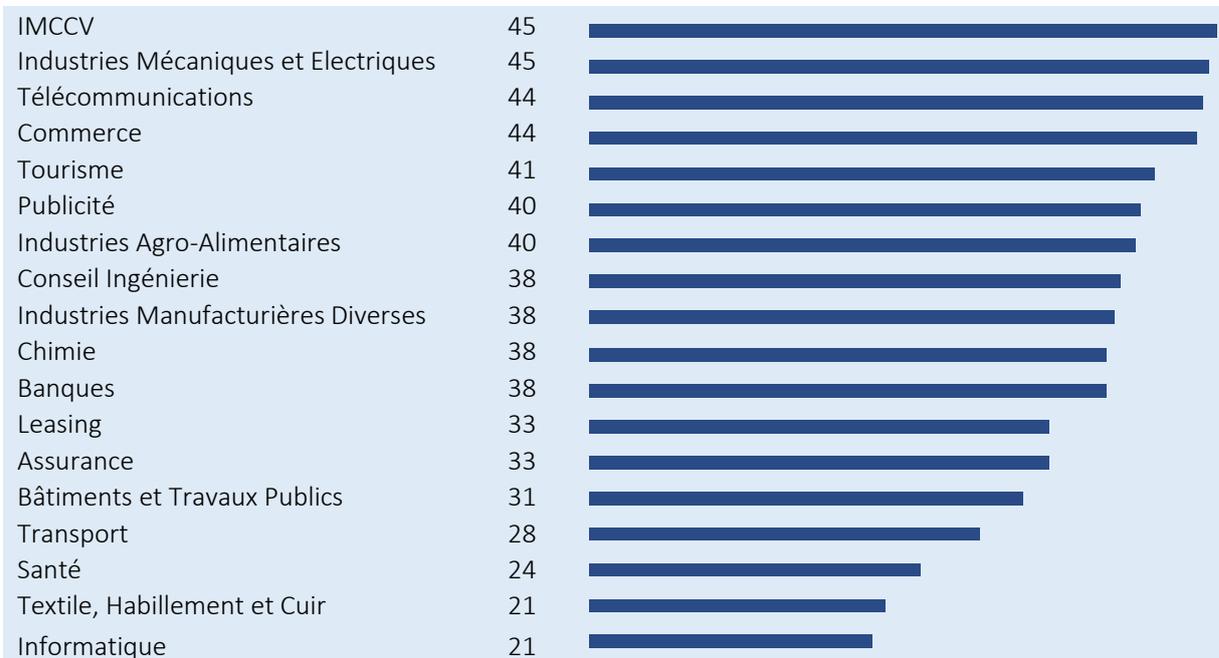


## Systeme judiciaire : Application des decisions (en %)

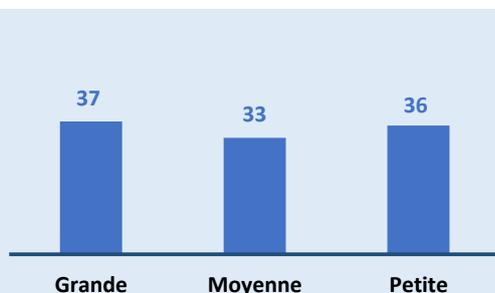
### Entreprises considerant l'application des decisions comme contrainte



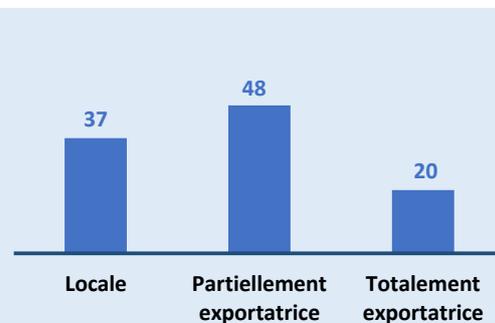
### Contrainte majeure par secteur



### Par taille

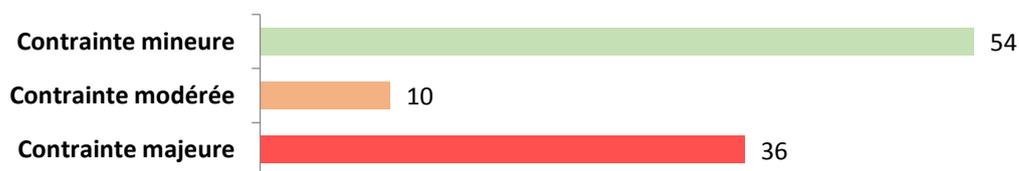


### Par régime

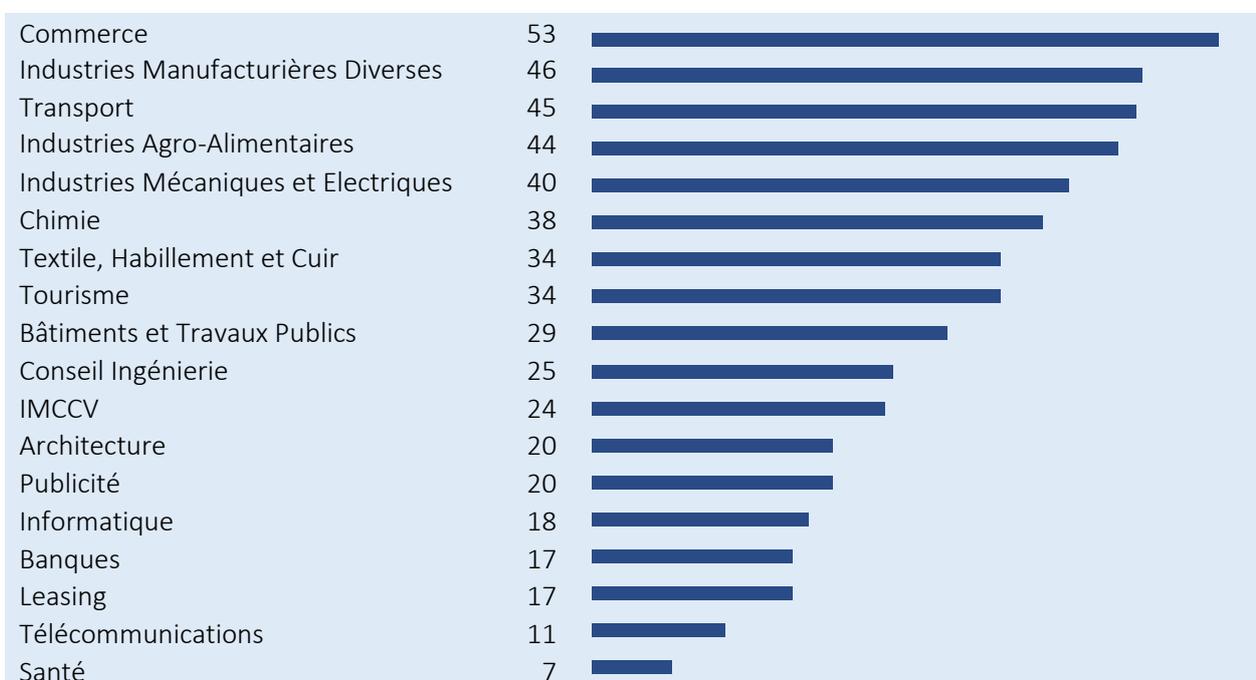


## Pratiques dans le marché : Marché parallèle (en %)

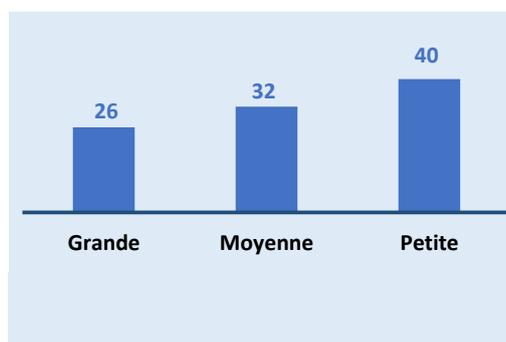
### Entreprises considérant le marché parallèle comme contrainte



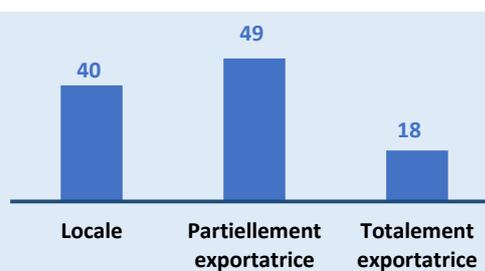
### Contrainte majeure par secteur



### Par taille

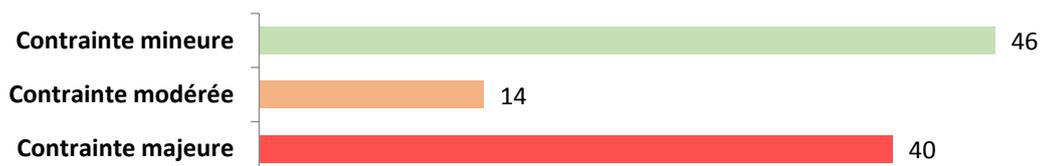


### Par régime

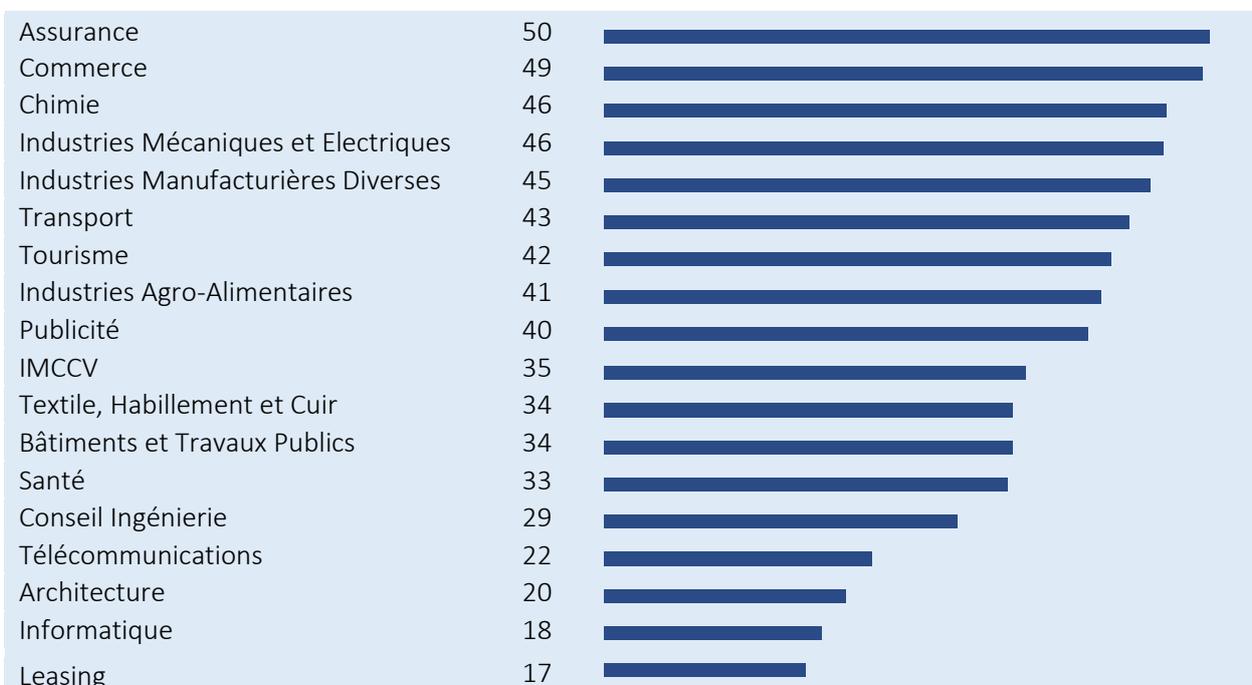


## Pratiques dans le marché : Concurrence déloyale et pratiques anticoncurrentielles (en %)

### Entreprises considérant la concurrence déloyale et pratiques anticoncurrentielles comme contraintes



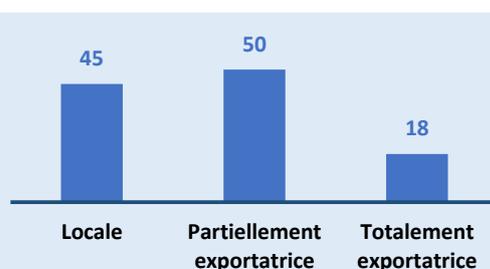
### Contrainte majeure par secteur



### Par taille

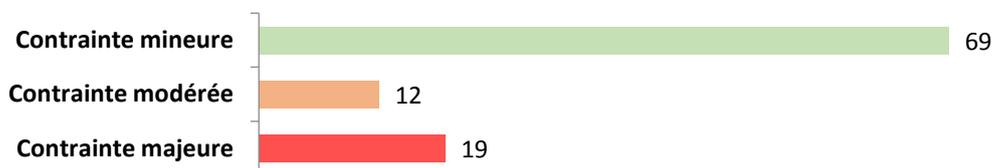


### Par régime

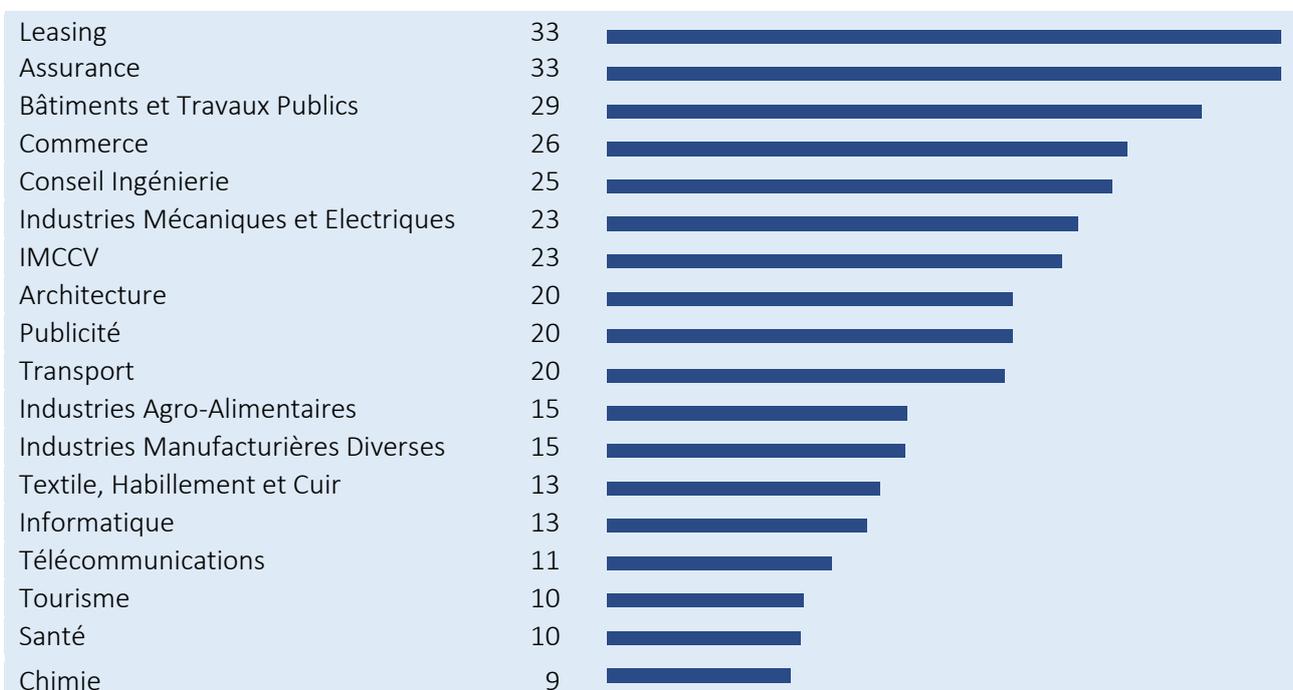


## Pratiques dans le marché : Marché public (en %)

### Entreprises considérant les marchés publics comme contrainte



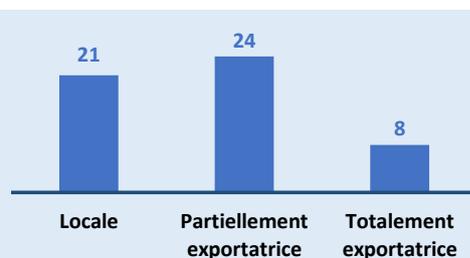
### Contrainte majeure par secteur



#### Par taille

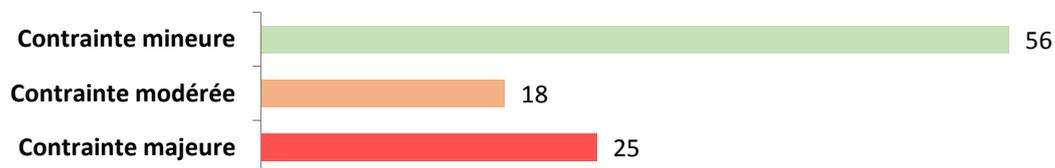


#### Par régime

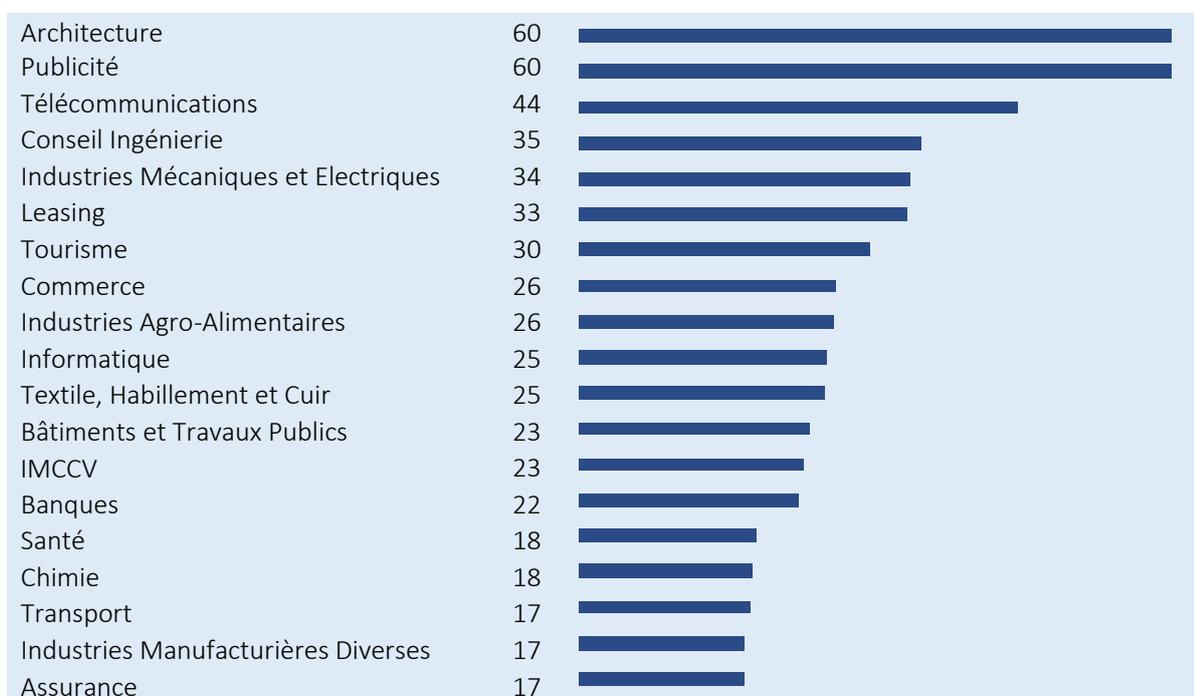


## Situation sécuritaire (en %)

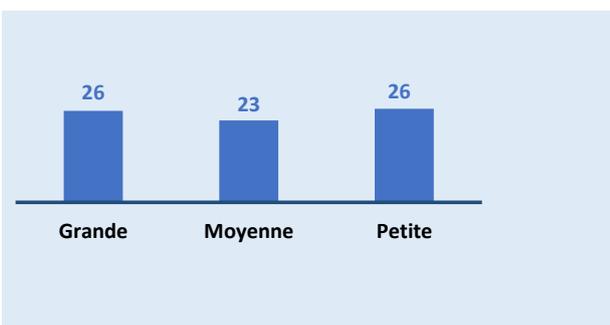
### Entreprises considérant la situation sécuritaire comme contrainte



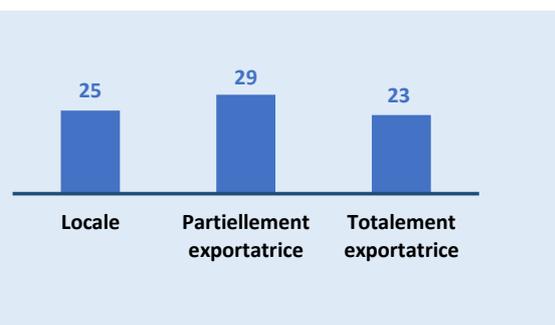
### Contrainte majeure par secteur



#### Par taille

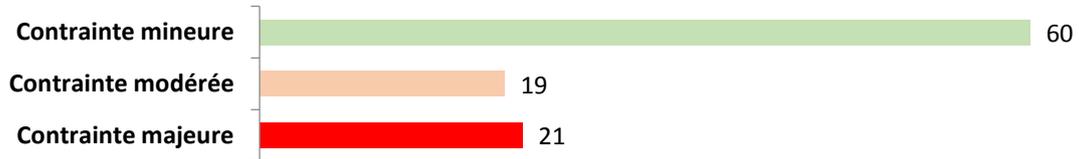


#### Par régime

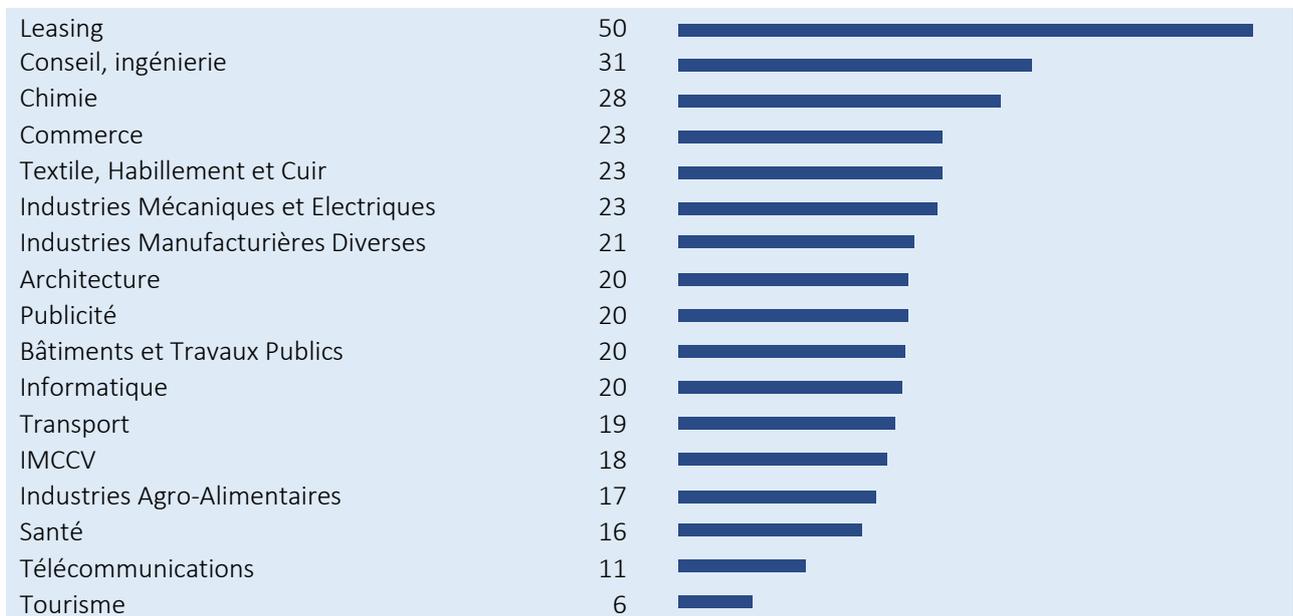


## Procédures administratives : Administration fiscale (en %)

### Entreprises considérant l'administration fiscale comme contrainte

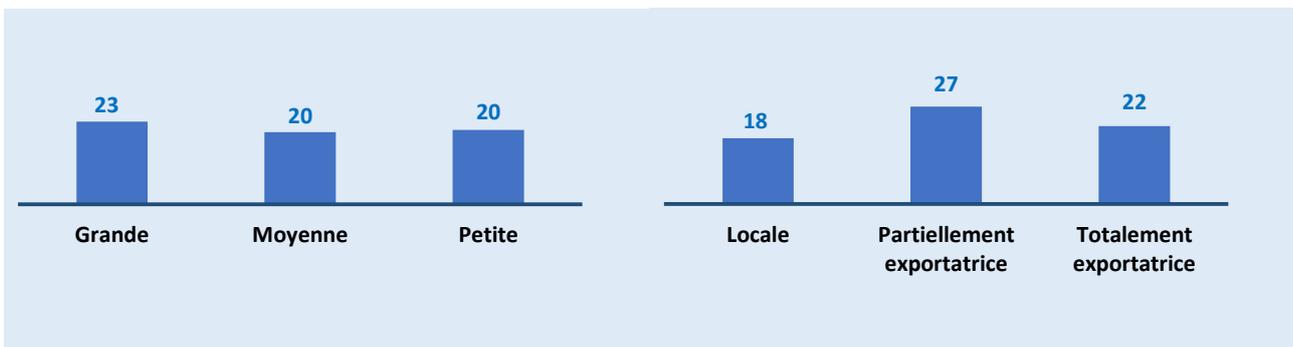


### Contrainte majeure par secteur



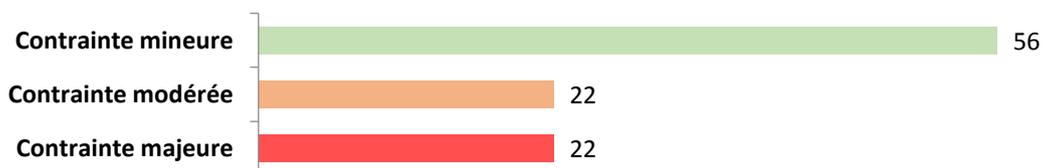
### Par taille

### Par régime

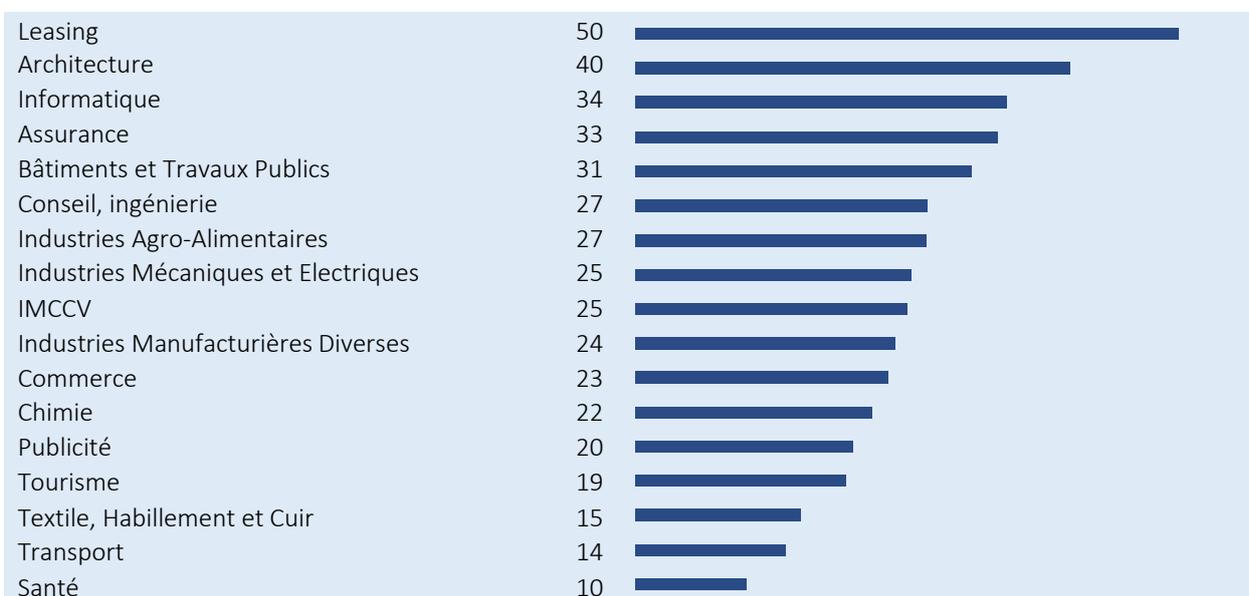


## Procédures administratives : Formalités administratives (création d'entreprises, autorisation, inspection) en %

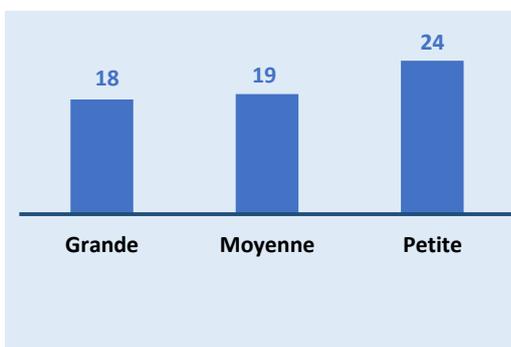
### Entreprises considérant les formalités administratives comme contrainte



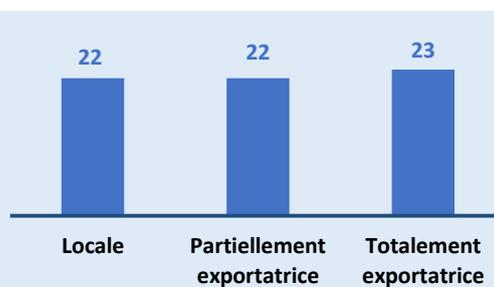
### Contrainte majeure par secteur



### Par taille

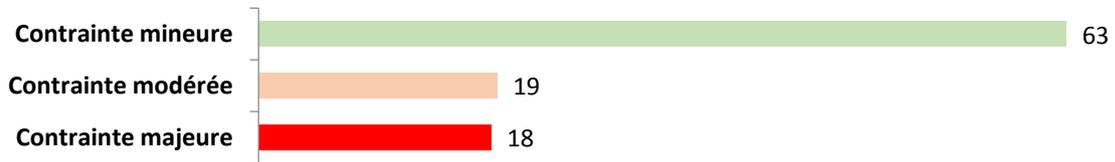


### Par régime

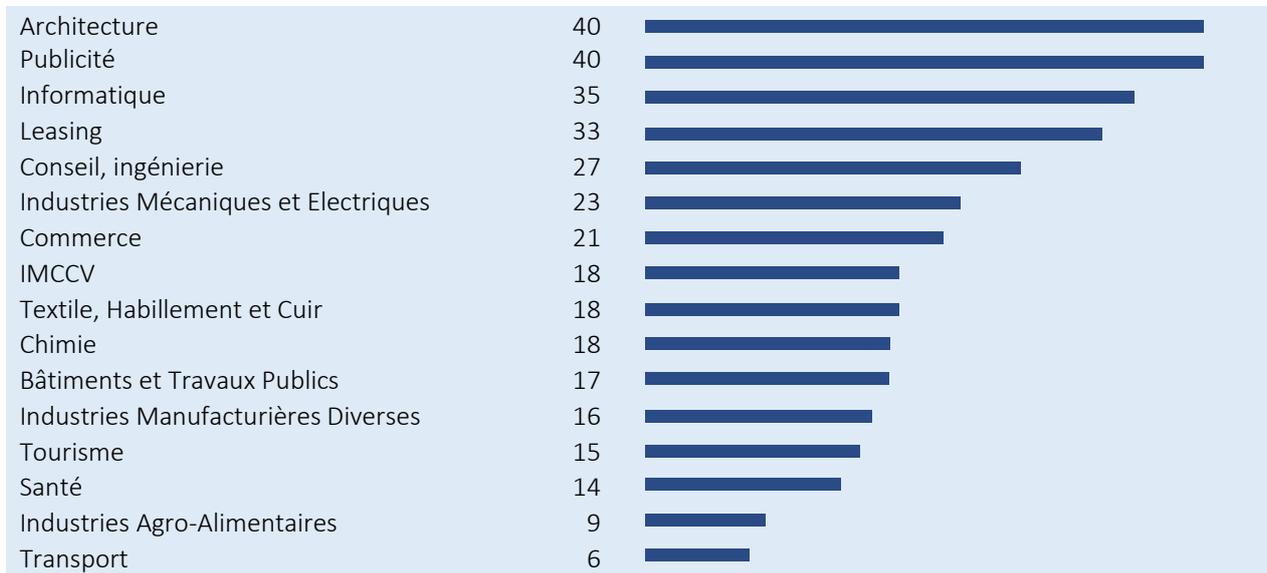


## Procédures administratives : Administration sociale (en %)

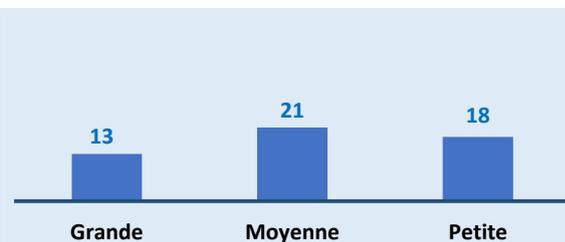
### Entreprises considérant l'administration sociale comme contrainte



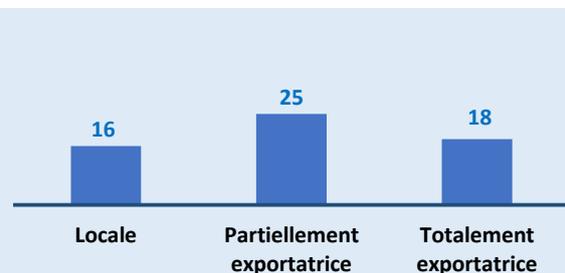
### Contrainte majeure par secteur



#### Par taille

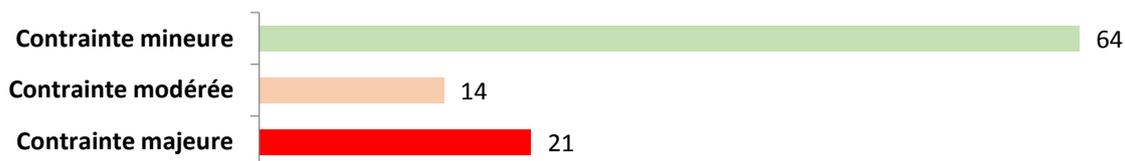


#### Par régime

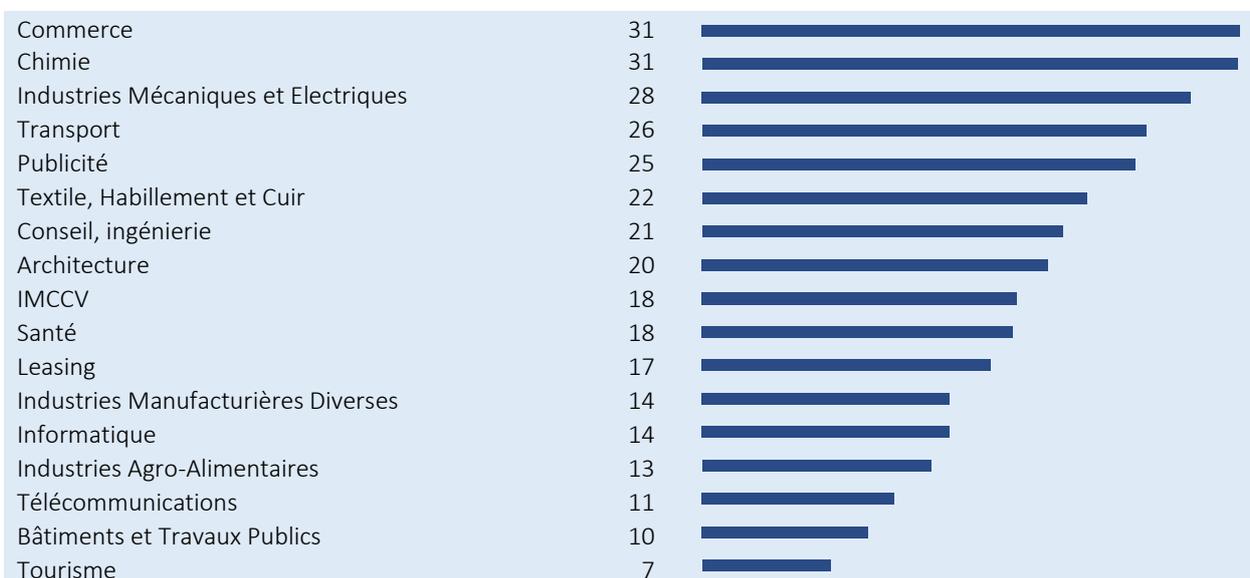


## Procédures administratives : Délais douaniers (en %)

### Entreprises considérant les délais douaniers comme contrainte



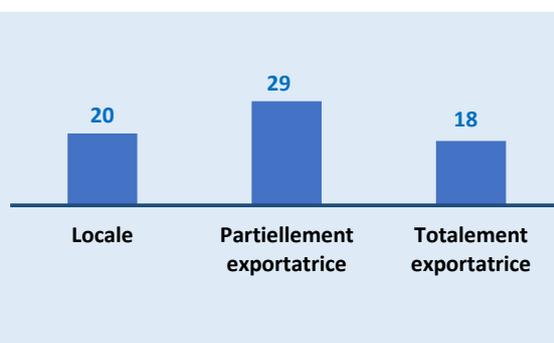
### Contrainte majeure par secteur



### Par taille

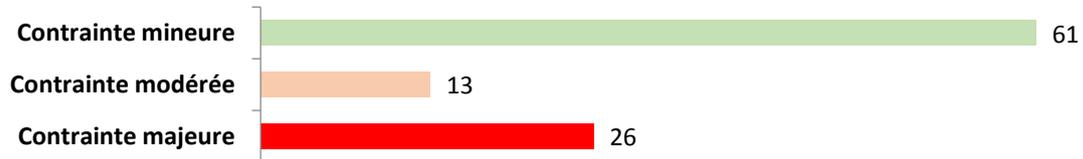


### Par régime

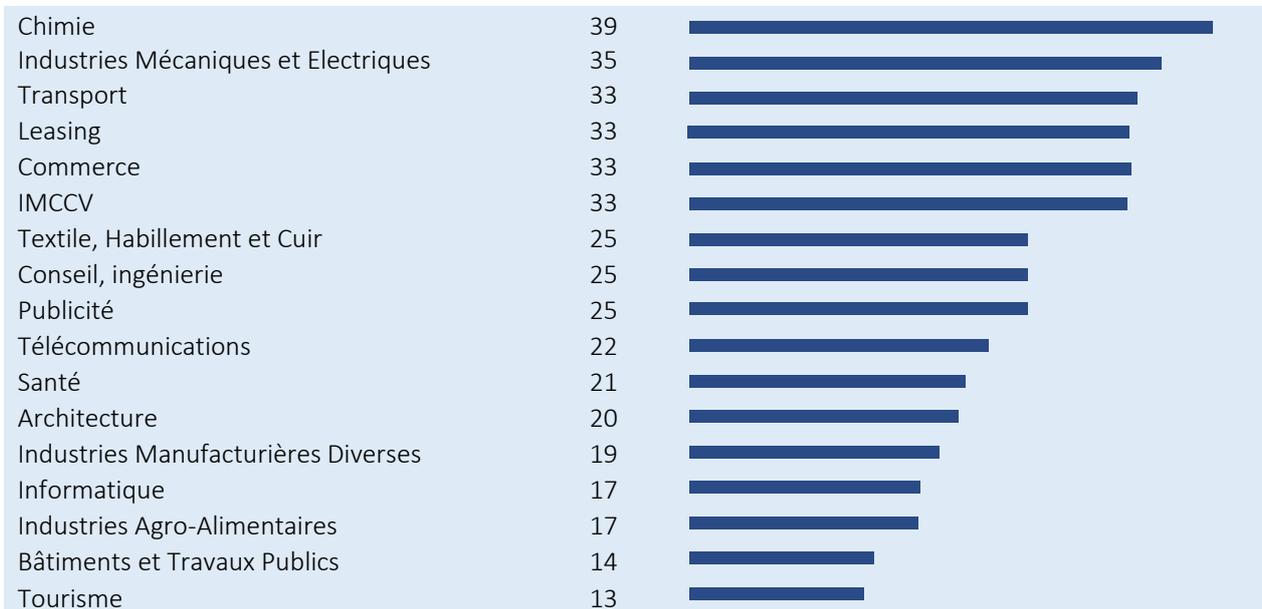


## Procédures administratives : Procédures douanières (en %)

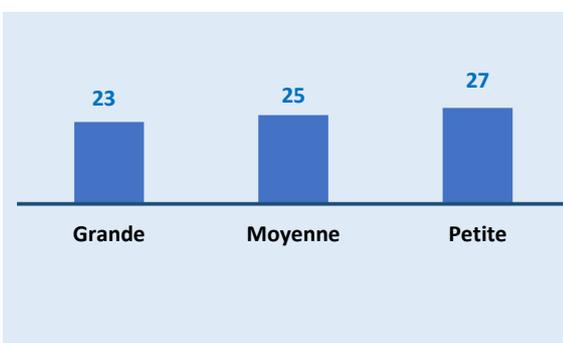
### Entreprises considérant les procédures douanières comme contrainte



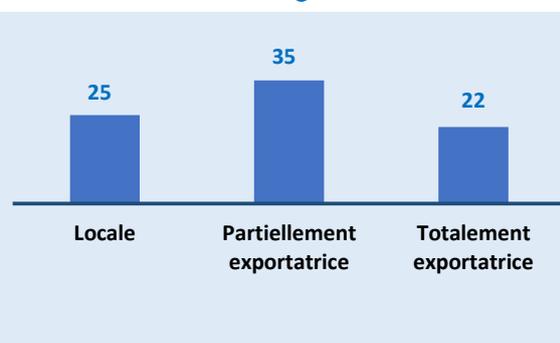
### Contrainte majeure par secteur



#### Par taille

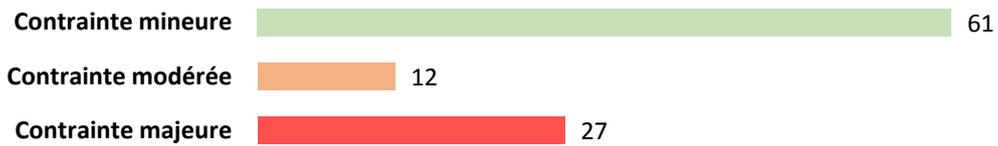


#### Par régime

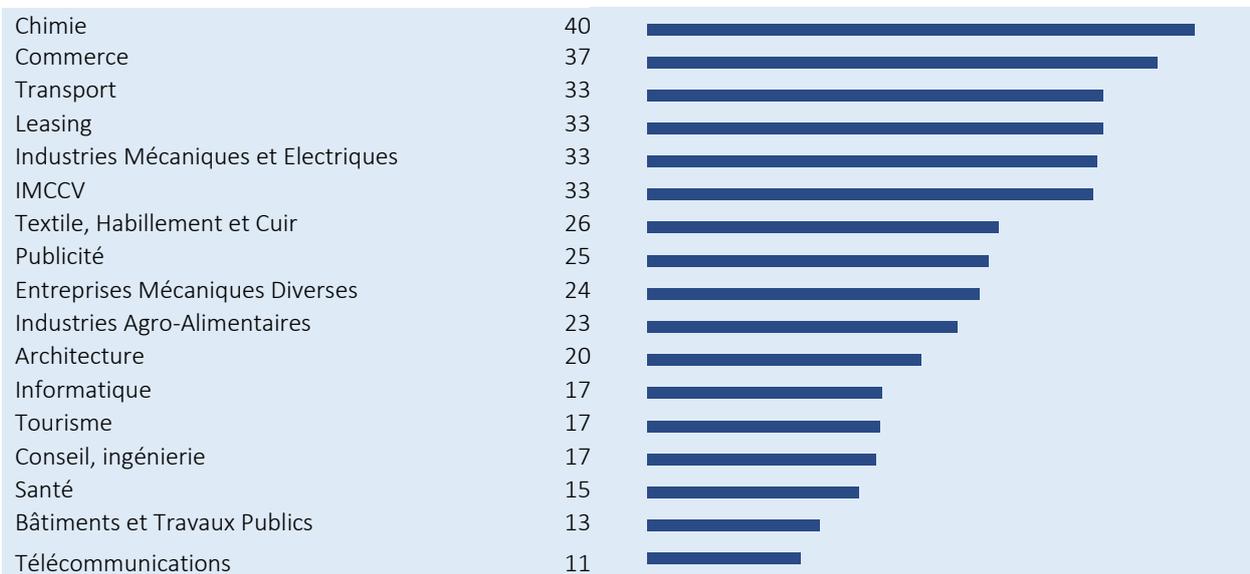


## Procédures administratives : Coûts douaniers (en %)

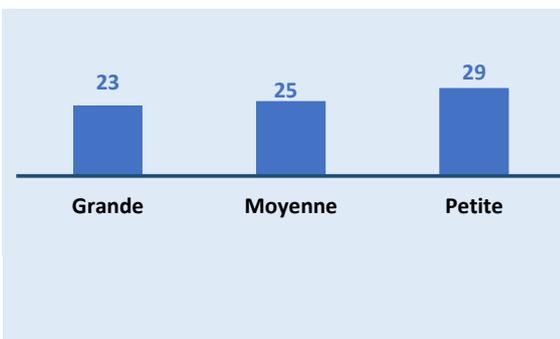
### Entreprises considérant les coûts douaniers comme contrainte



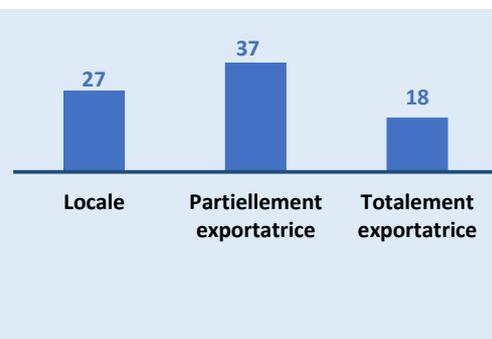
### Contrainte majeure par secteur



### Par taille

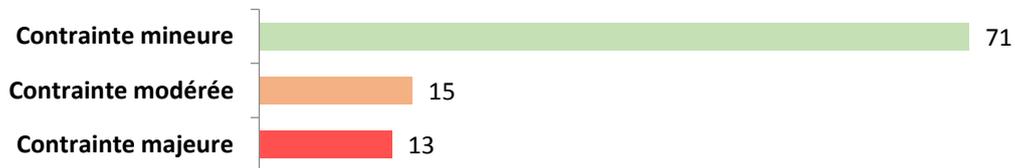


### Par régime

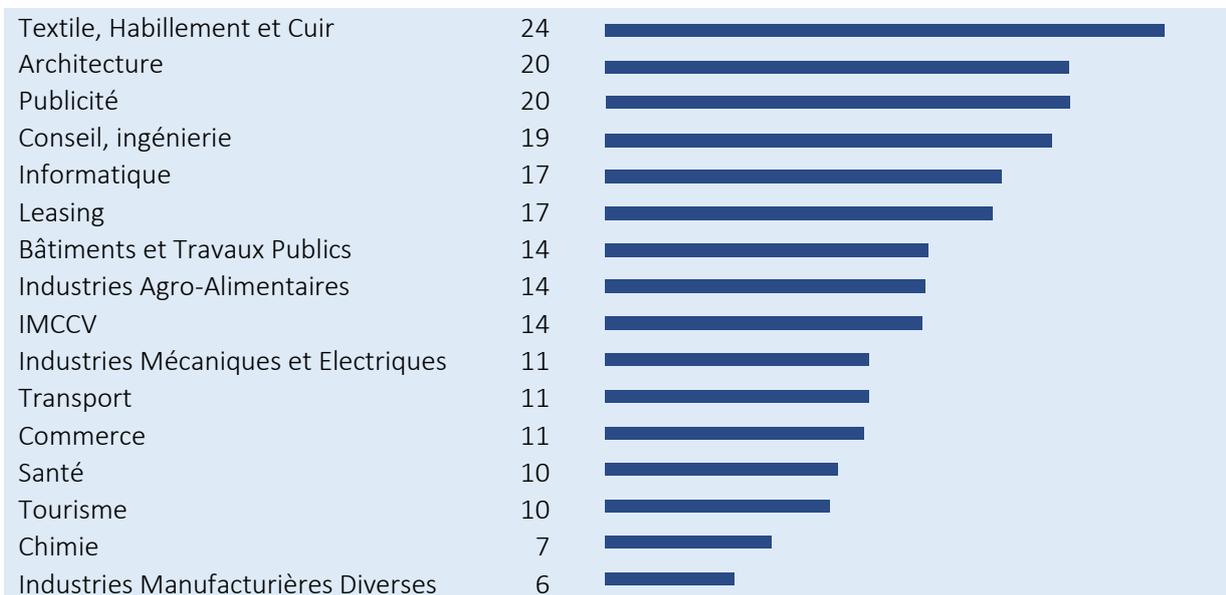


## Ressources Humaines : Embauche (en %)

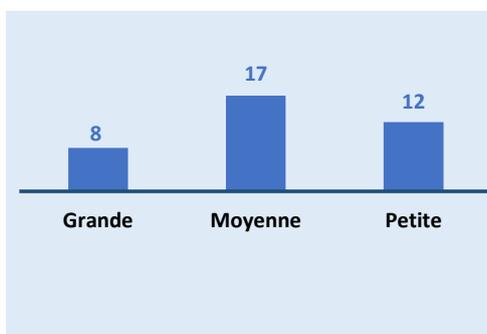
### Entreprises considérant l'embauche comme contrainte



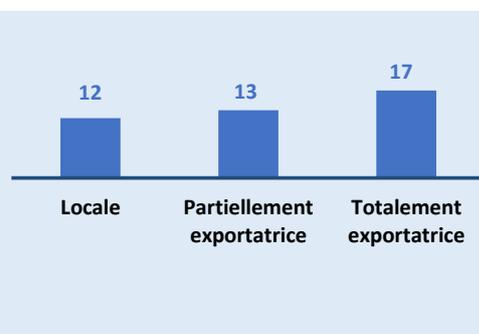
### Contrainte majeure par secteur



### Par taille

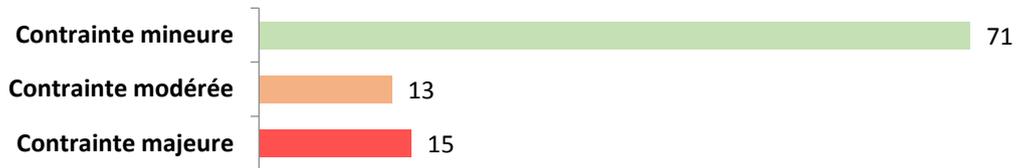


### Par régime

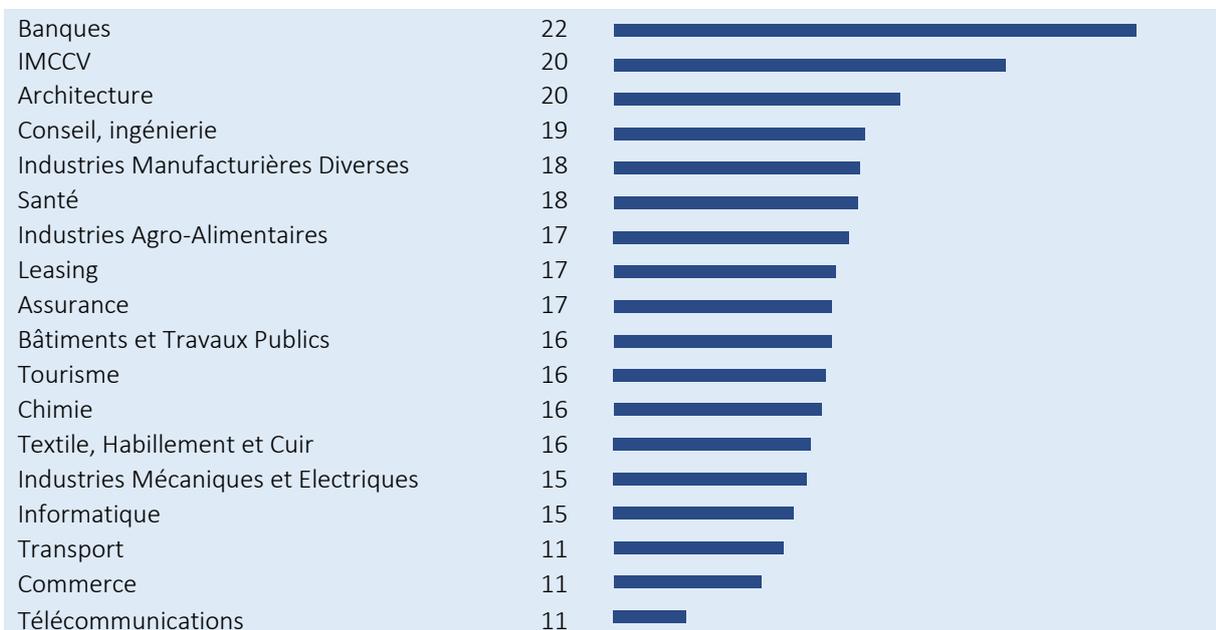


## Ressources Humaines : Licenciement (en %)

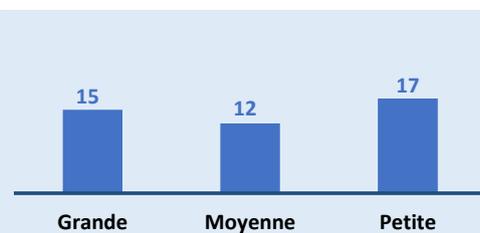
### Entreprises considérant le licenciement comme contrainte



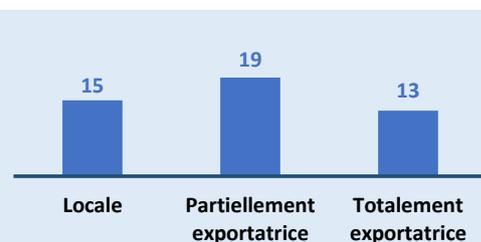
### Contrainte majeure par secteur



### Par taille

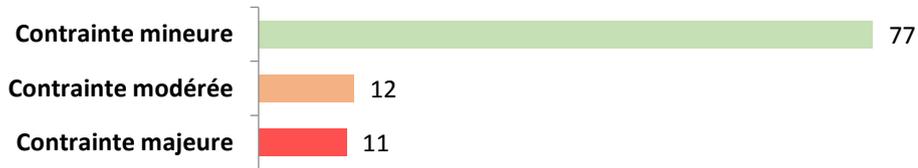


### Par régime

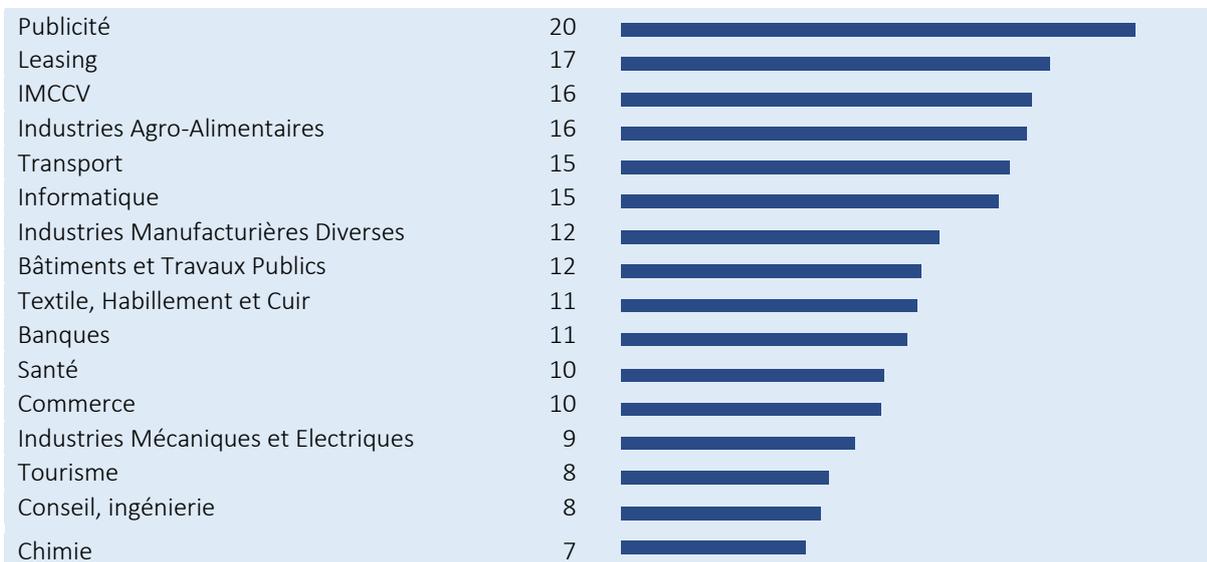


## Ressources Humaines : Flexibilité des horaires (en %)

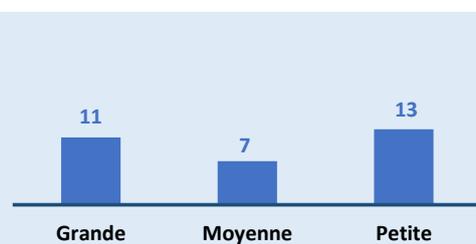
### Entreprises considérant la flexibilité des horaires comme contrainte



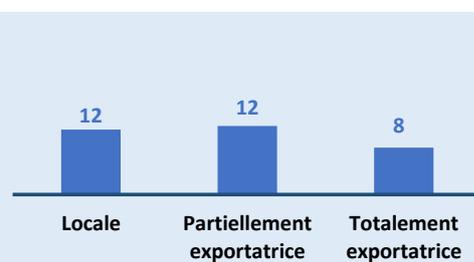
### Contrainte majeure par secteur



### Par taille

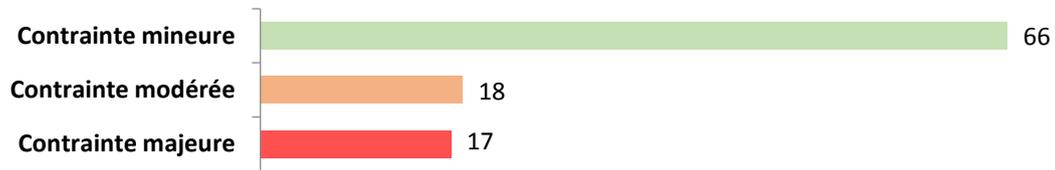


### Par régime

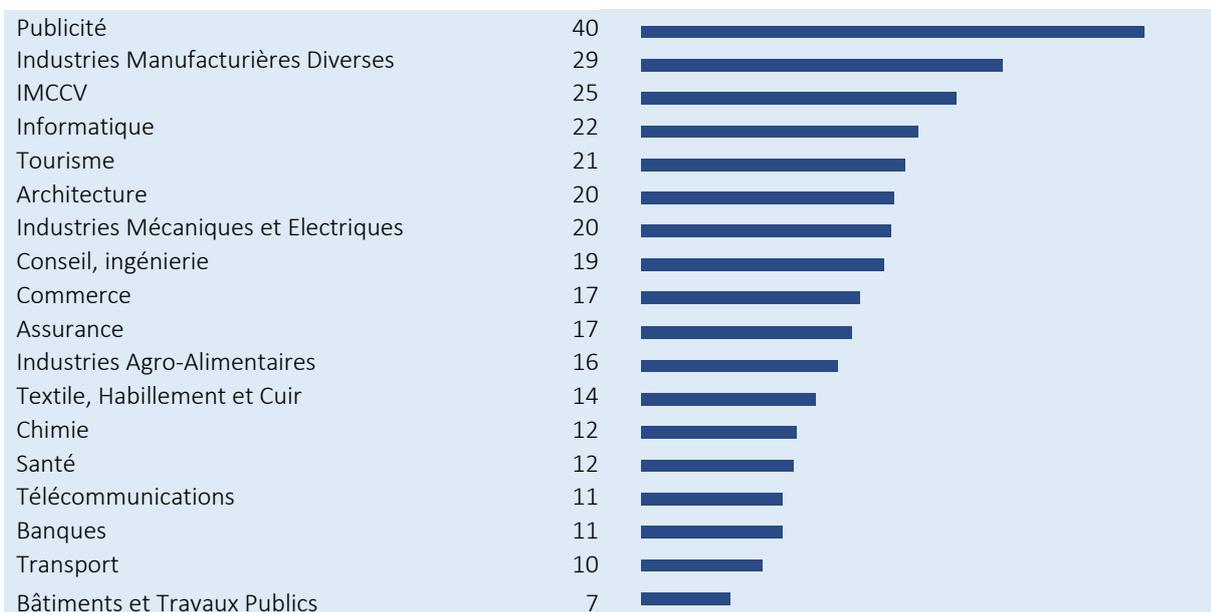


## Ressources Humaines : Diplômés du supérieur (en %)

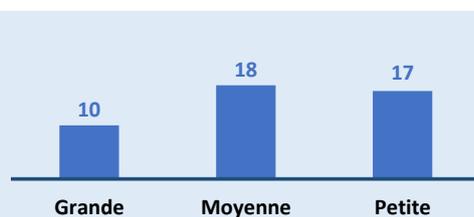
### Entreprises considérant les diplômés du supérieur comme contrainte



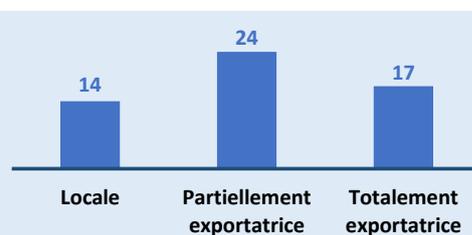
### Contrainte majeure par secteur



### Par taille

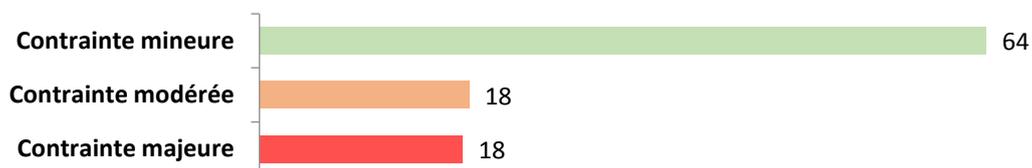


### Par régime

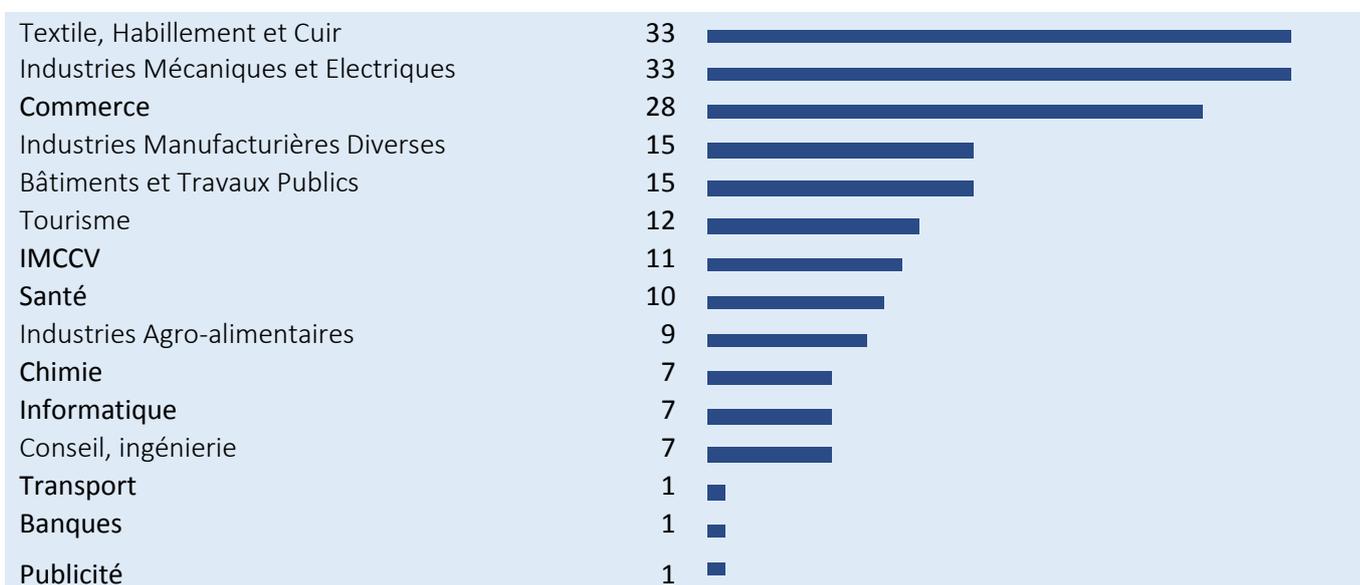


## Ressources Humaines : Diplômés professionnels (en %)

### Entreprises considérant les diplômés professionnels comme contrainte



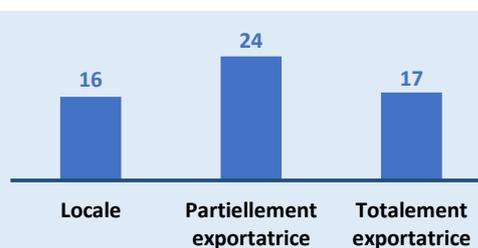
### Contrainte majeure par secteur



### Par taille



### Par régime

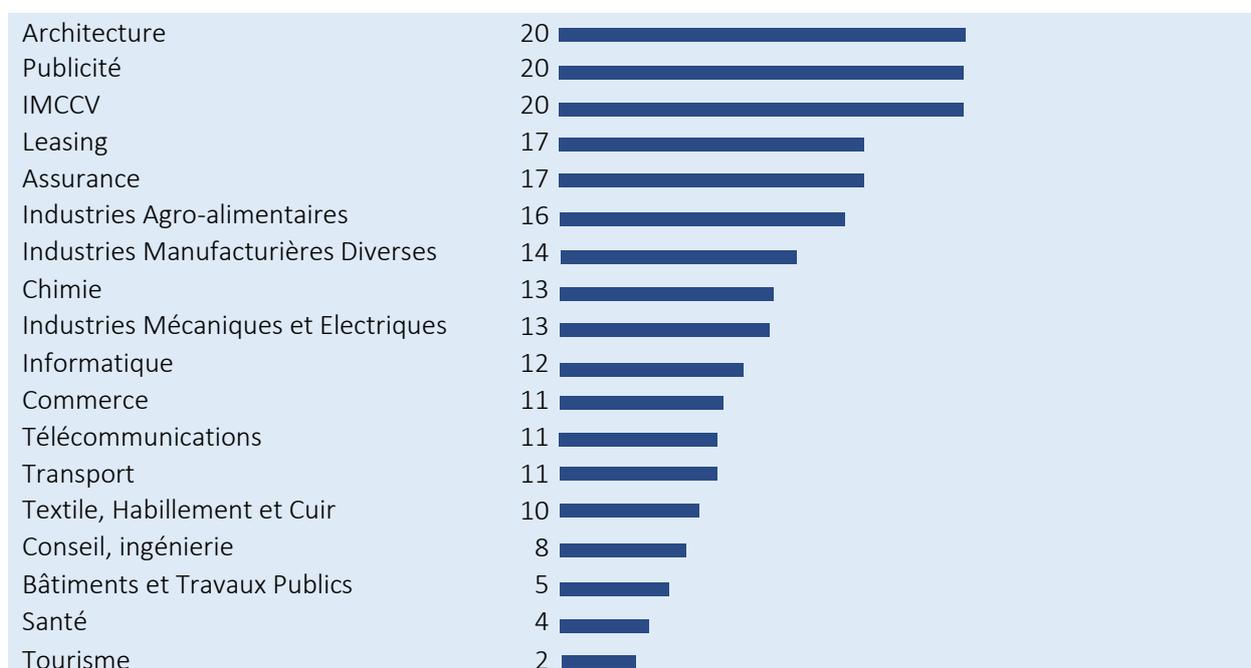


## Infrastructure de base : Téléphone (en %)

### Entreprises considérant le téléphone comme contrainte

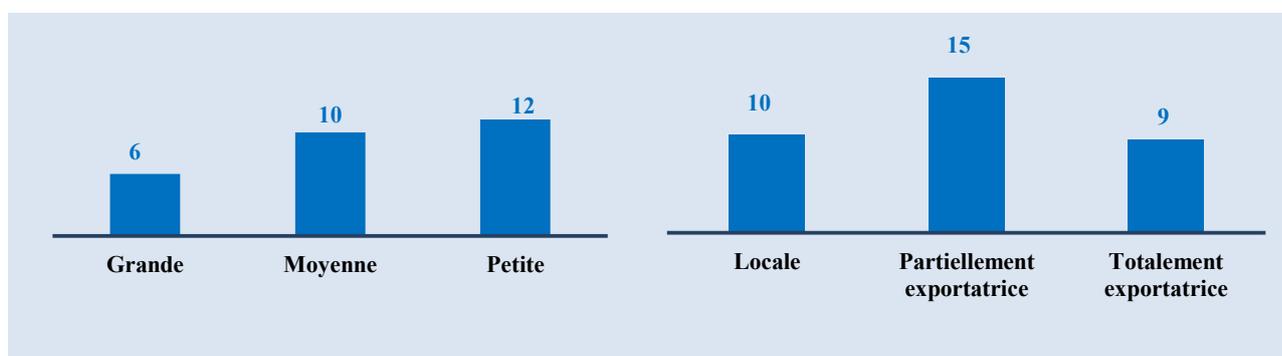


### Contrainte majeure par secteur



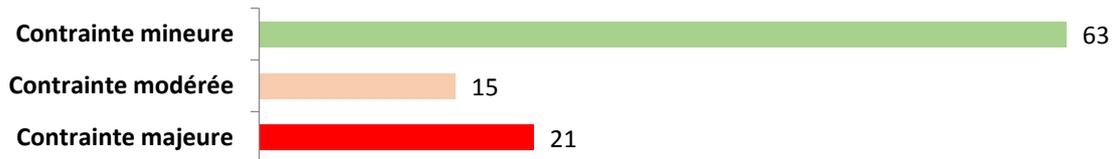
### Par taille

### Par régime

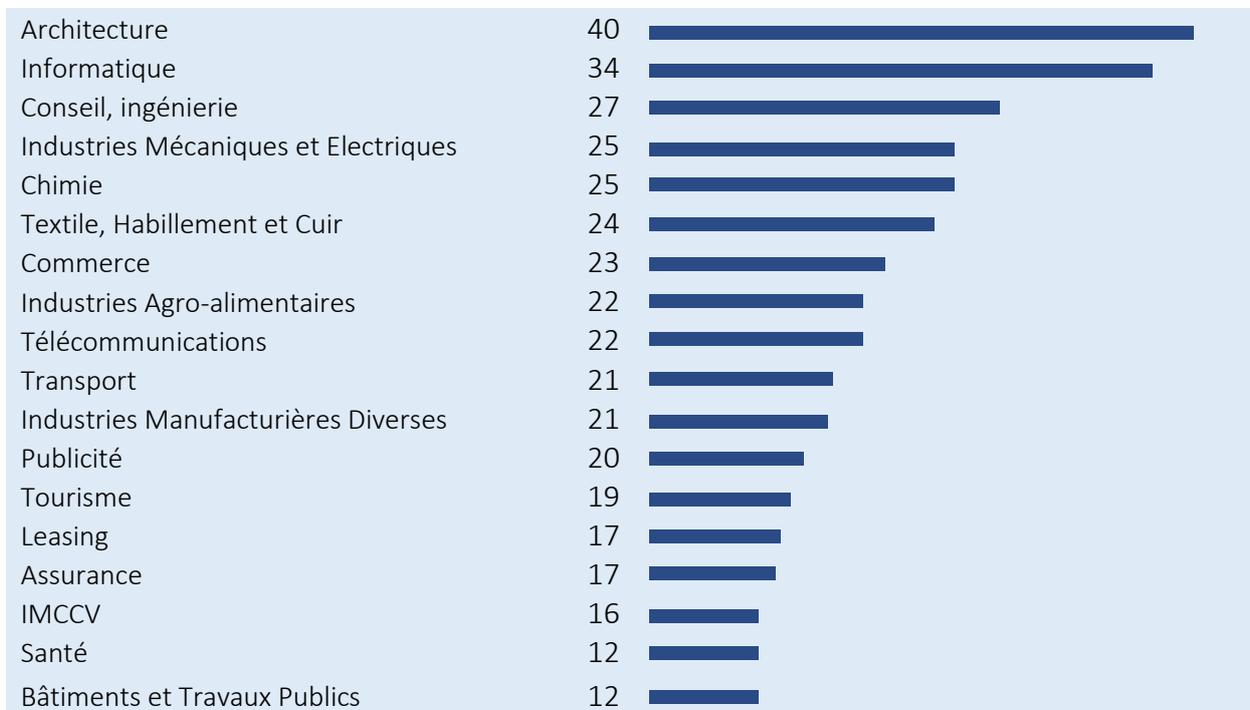


## Infrastructure de base : Internet (en %)

### Entreprises considérant l'Internet comme contrainte



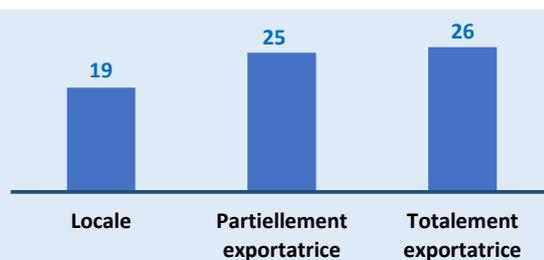
### Contrainte majeure par secteur



### Par taille



### Par régime

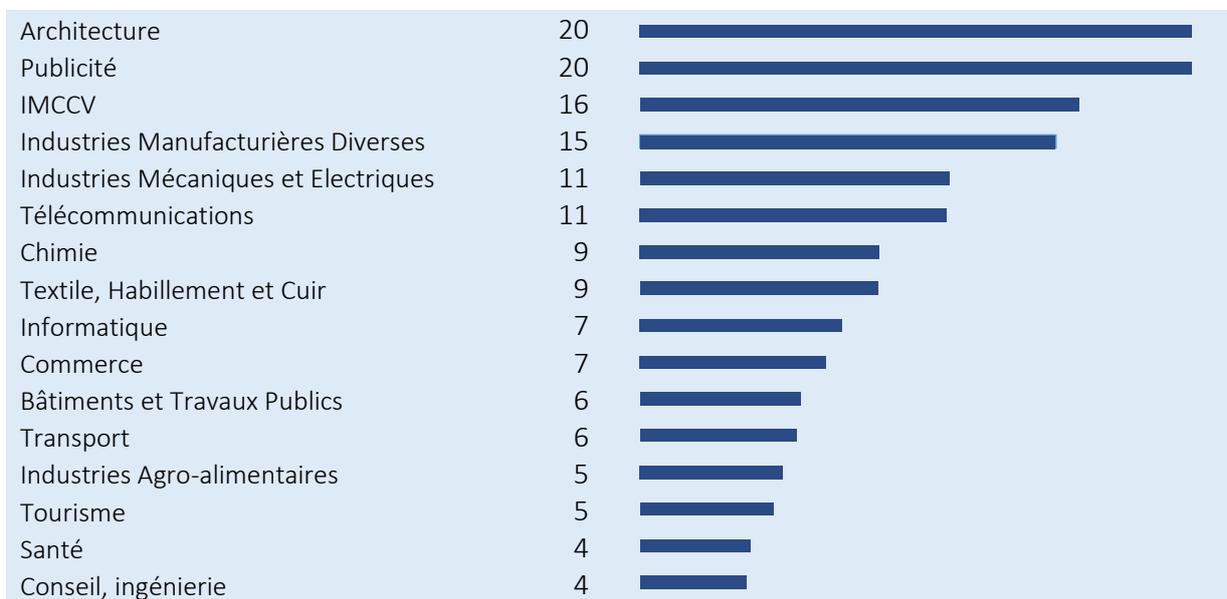


## Infrastructure de base : La poste (en %)

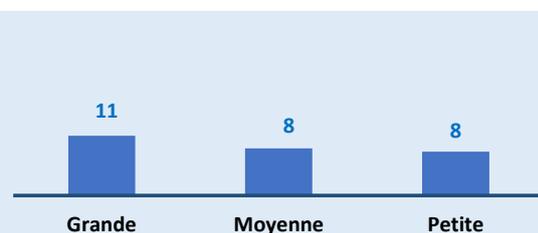
### Entreprises considérant la poste comme contrainte



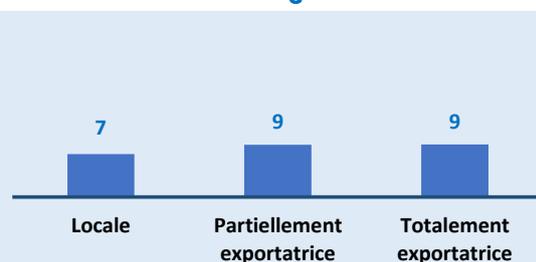
### Contrainte majeure par secteur



### Partaille

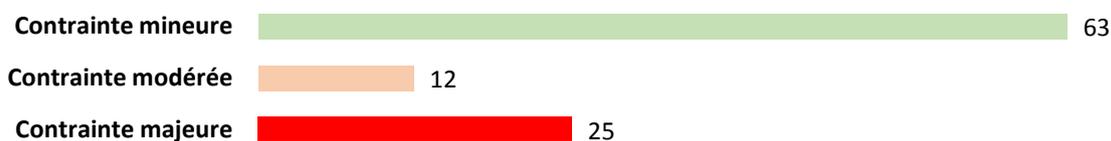


### Par régime

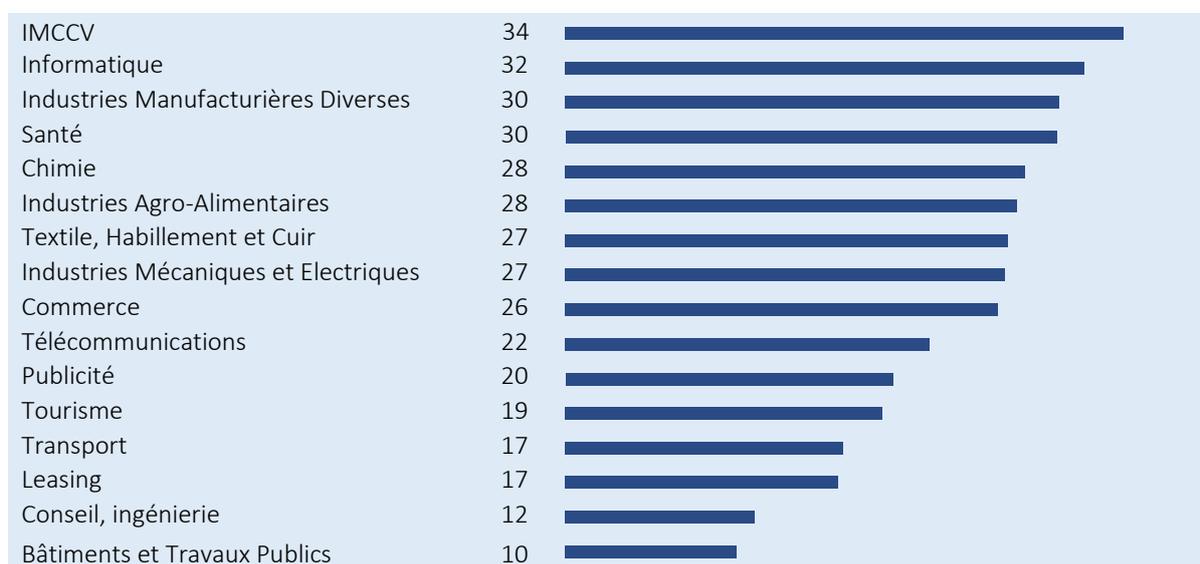


## Infrastructure de base : Electricité (en %)

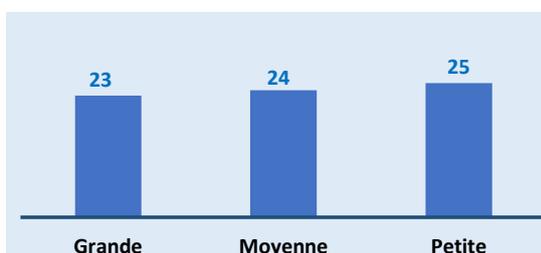
### Entreprises considérant l'électricité comme contrainte



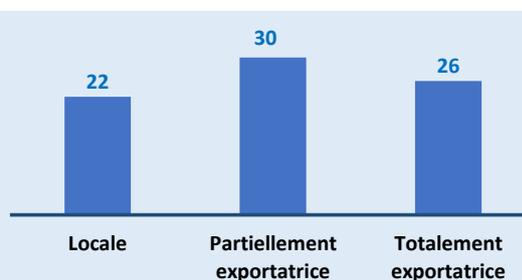
### Contrainte majeure par secteur



### Par taille



### Par régime

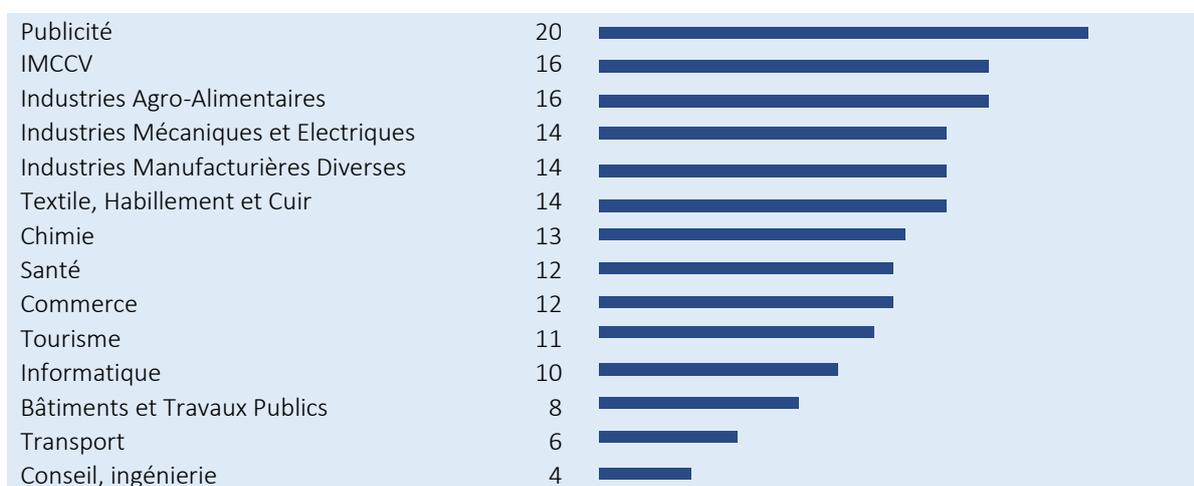


## Infrastructure de base : Eau (en %)

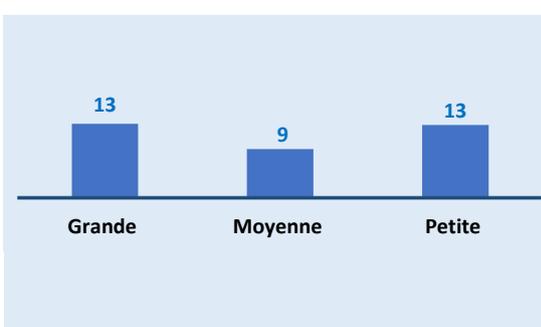
### Entreprises considérant l'eau comme contrainte



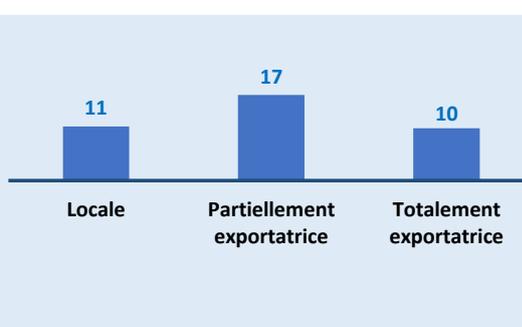
### Contrainte majeure par secteur



### Par taille

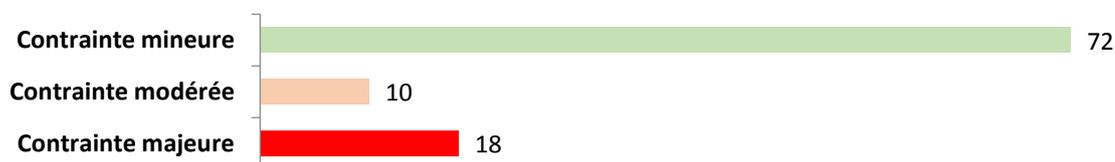


### Par régime

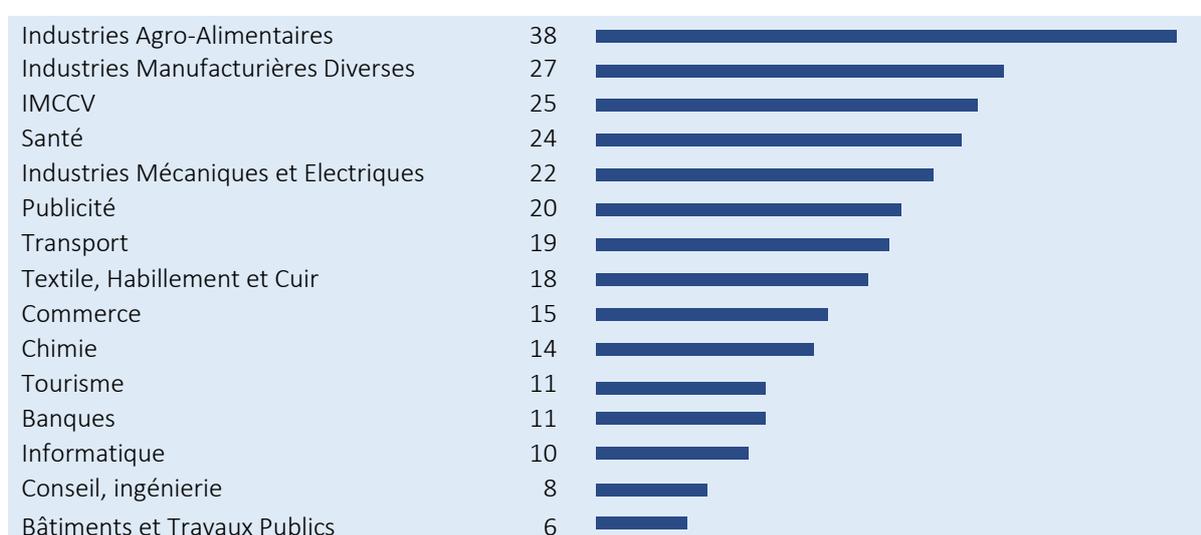


## Infrastructure de base : L'assainissement (en %)

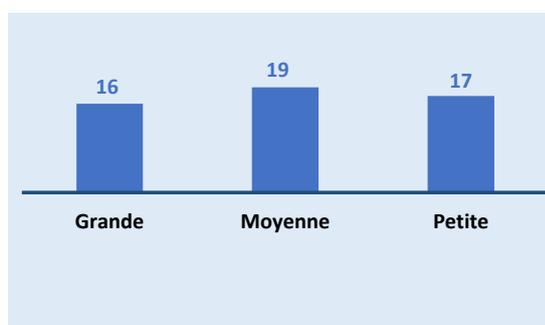
### Entreprises considérant l'assainissement comme contrainte



### Contrainte majeure par secteur



### Par taille

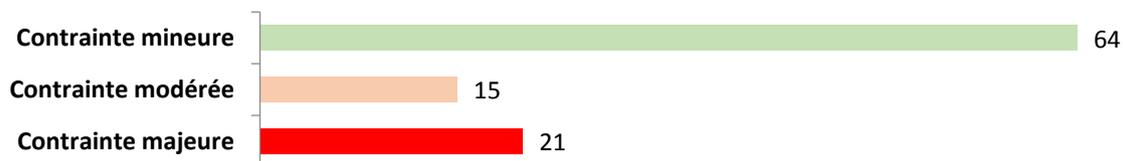


### Par régime

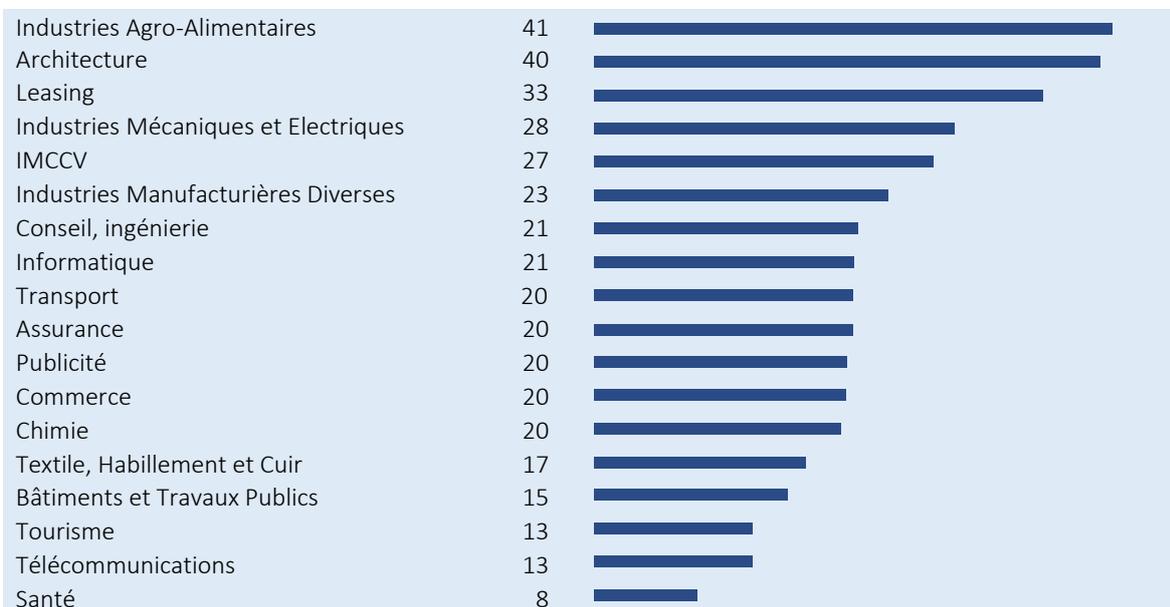


## Infrastructure de base : Moyens de transport (en %)

### Entreprises considérant les moyens de transport comme contrainte



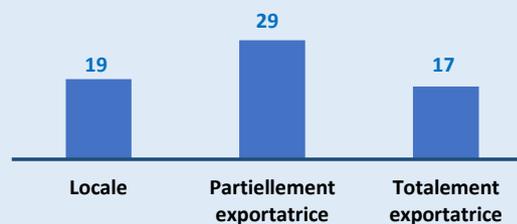
### Contrainte majeure par secteur



#### Par taille



#### Par régime

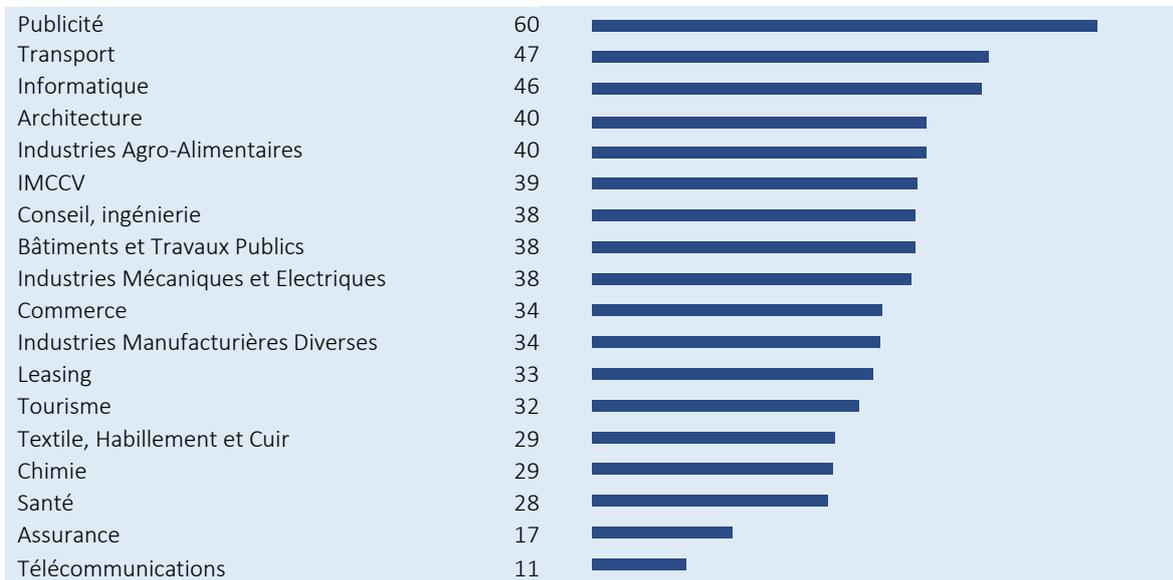


## Infrastructure de base : Infrastructure de transport (en %)

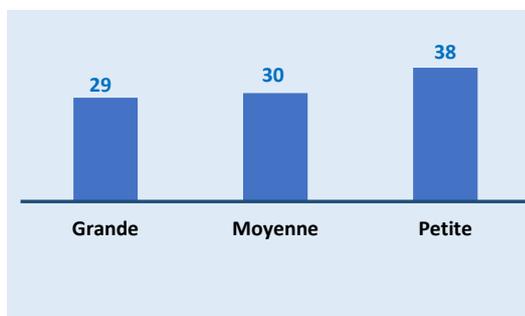
### Entreprises considérant l'infrastructure de transport comme contrainte



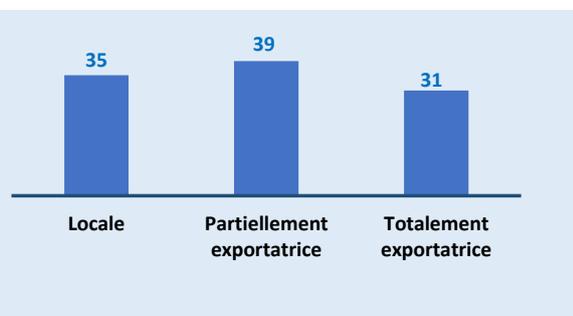
### Contrainte majeure par secteur



#### Par taille



#### Par régime

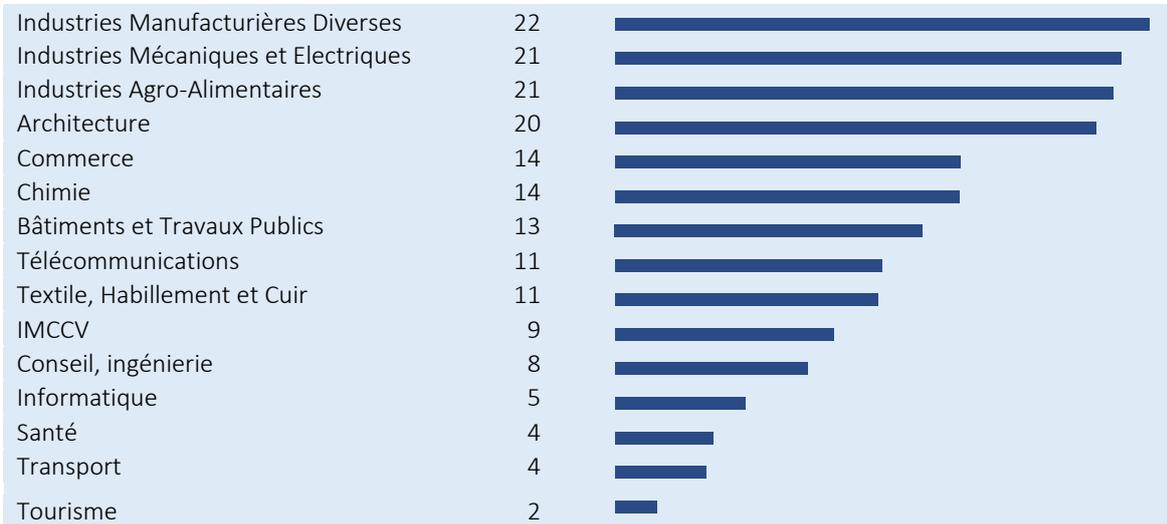


## Infrastructure de base : Terrains industriels aménagés (en %)

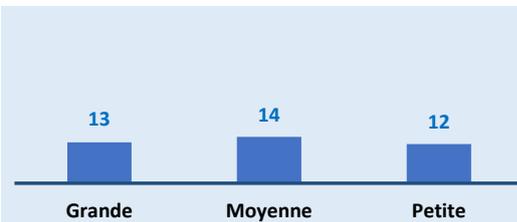
### Entreprises considérant les terrains industriels aménagés comme contrainte



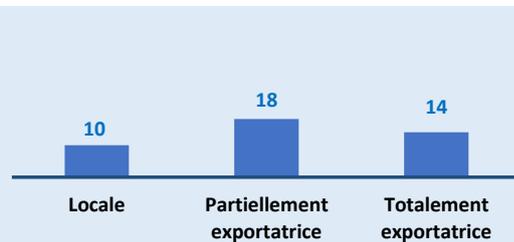
### Contrainte majeure par secteur



### Par taille



### Par régime

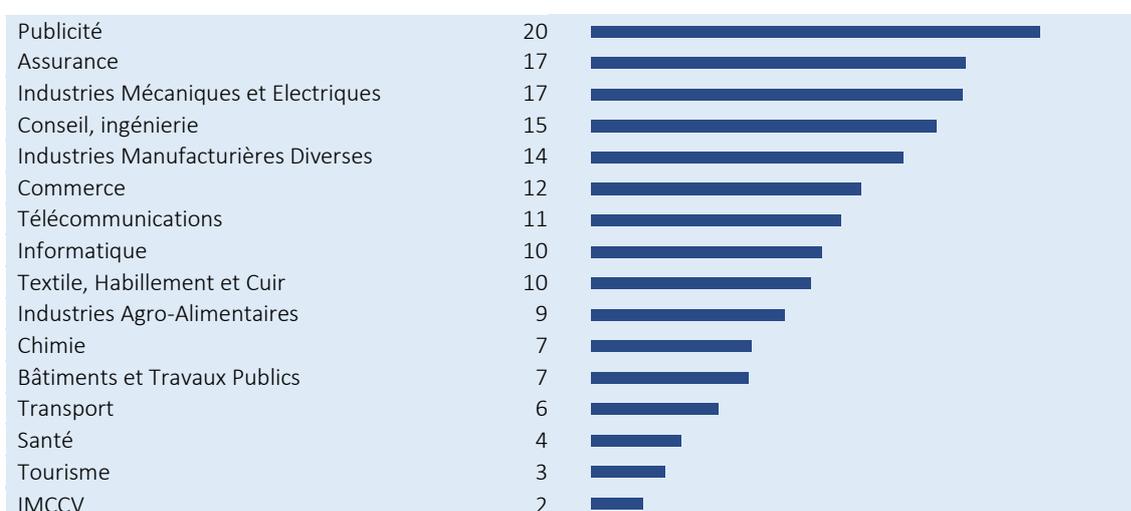


## Infrastructure de base : Locaux et bâtiments (en %)

### Entreprises considérant les locaux et bâtiments comme contrainte



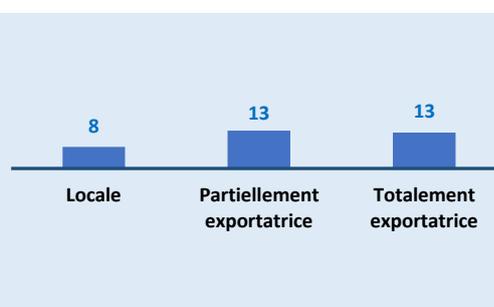
### Contrainte majeure par secteur



### Par taille



### Par régime

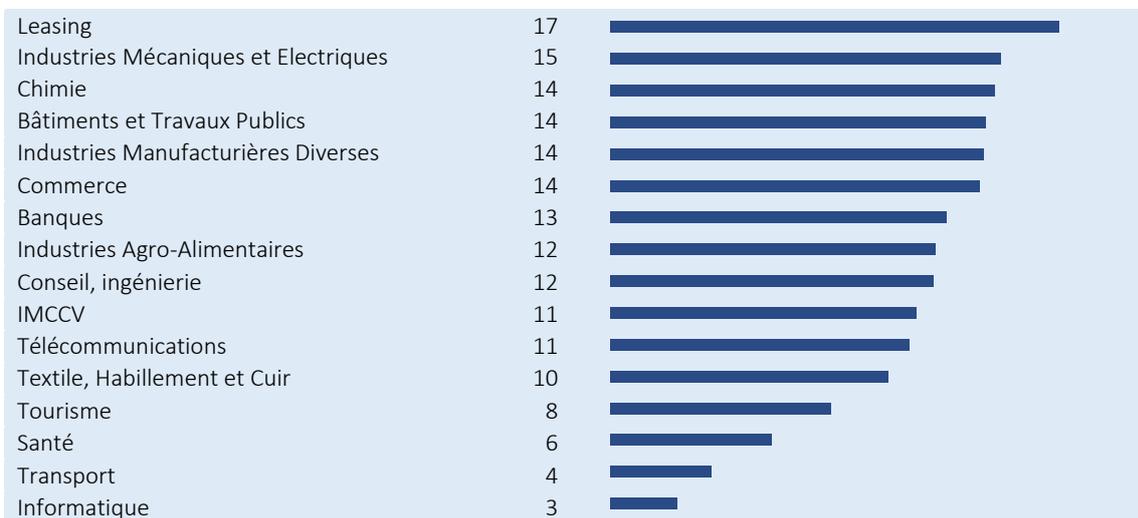


## Infrastructure de base : Problèmes fonciers (en %)

### Entreprises considérant les problèmes fonciers comme contrainte



### Contrainte majeure par secteur



#### Par taille

#### Par régime



Tél : (+216) 71 802 044  
Fax : (+216) 71 787 034  
E-mail : [contact@itceq.tn](mailto:contact@itceq.tn)  
27, rue du Liban  
1002 Tunis Belvédère